



ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE 2012



La présente actualisation du document de référence a été déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers (l'« **AMF** ») le 18 octobre 2013, conformément aux dispositions de l'article 212-13, IV de son règlement général. Elle complète le document de référence déposé auprès de l'AMF le 22 avril 2013 sous le numéro D.13-0402. Le document de référence et son actualisation pourront être utilisés à l'appui d'une opération financière s'ils sont complétés par une note d'opération visée par l'AMF. Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de son signataire.

Des exemplaires du document de référence de Capgemini (le « **Document de Référence** ») et de la présente actualisation (l'« **Actualisation** ») sont disponibles au siège social, sur le site Internet de Capgemini (www.capgemini.com) et sur le site Internet de l'AMF (www.amf-france.org).

TABLE DES MATIERES

I. RESPONSABLE DU DOCUMENT DE REFERENCE ET RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES	3
1. Responsable du document de référence et de son actualisation	3
2. Attestation du responsable de l'actualisation du document de référence.....	3
3. Responsable du contrôle des comptes.....	4
II. EVOLUTIONS RECENTES	5
1. Chiffre d'affaires trimestriel et éléments financiers semestriels.....	5
2. Notation.....	5
3. Première cotation des BSAAR.....	5
4. Négociation exclusive avec AREVA pour la reprise de la société Euriware	6
5. Divers.....	7
III. FACTEURS DE RISQUES	7
IV. RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT LA SOCIETE ET SON CAPITAL SOCIAL.....	7
1. Conseil d'administration.....	7
2. Evolution du capital social entre le 1er janvier 2013 et le 30 septembre 2013	7
3. Répartition du capital au 30 septembre 2013.....	8
4. Franchissements de seuils légaux entre le 1er janvier 2013 et le 30 septembre 2013	8
5. Délégations données au conseil d'administration.....	9
6. Trésorerie nette	9
V. INFORMATION FINANCIERE TRIMESTRIELLE AU 31 MARS 2013 (NON AUDITEE).....	10
VI. RESULTATS AU PREMIER SEMESTRE 2013	13
VII. PREVISIONS DE BENEFICE	18
VIII. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES PREVISIONS DE BENEFICE	19
IX. TABLE DE CONCORDANCE	20
ANNEXE I – RAPPORT SEMESTRIEL AU 30 JUIN 2013	22

I. RESPONSABLE DU DOCUMENT DE REFERENCE ET RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES

1. Responsable du document de référence et de son actualisation

Monsieur Paul Hermelin, Président-Directeur Général de Cap Gemini S.A. (ci-après « **Capgemini** »)

2. Attestation du responsable de l'actualisation du document de référence

« J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation du document de référence sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société Cap Gemini et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans la présente actualisation du document de référence ainsi qu'à la lecture d'ensemble de la présente actualisation du document de référence.

La lettre de fin de travaux ne contient ni réserves ni observations.

Les comptes semestriels consolidés pour le semestre clos le 30 juin 2013 présentés dans la présente actualisation du document de référence ont fait l'objet d'un rapport d'examen limité des contrôleurs légaux qui contient les observations suivantes :

« Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1 de l'annexe qui expose :

- l'incidence de la première application de la norme IAS 19 révisée « Avantages au personnel »

- le changement de présentation du compte de résultat consolidé lié à la modification de la définition de la marge opérationnelle.»

Les informations financières prévisionnelles présentées dans la présente actualisation du document de référence ont fait l'objet d'un rapport des contrôleurs légaux de la société Cap Gemini. »

Paris le 18 octobre 2013,

Paul HERMELIN
Président-Directeur Général

3. Responsable du contrôle des comptes

Commissaires aux Comptes titulaires :

- PricewaterhouseCoopers Audit S.A.

63, rue de Villiers, 92208 Neuilly sur Seine Cedex

représenté par Madame Françoise Garnier

Date du premier mandat : Assemblée Générale Ordinaire du 24 mai 1996

Échéance du mandat : mandat expirant à l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice 2013

- KPMG S.A.

Immeuble Le Palatin, 3, cours du triangle, 92939 Paris la Défense Cedex

représenté par Monsieur Jean-Luc DECORNOY

Date premier mandat : Assemblée Générale Ordinaire du 25 avril 2002

Échéance du mandat : mandat expirant à l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice 2013

Commissaires aux Comptes suppléants :

- Monsieur Etienne BORIS

63, rue de Villiers, 92208 Neuilly Sur Seine Cedex

Commissaire aux Comptes suppléant du Cabinet PricewaterhouseCoopers Audit S.A., nommé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 17 avril 2008

Échéance du mandat : Assemblée statuant sur les comptes de l'exercice 2013

- Monsieur Bertrand VIALATTE

1, cours Valmy, 92923 Paris la Défense Cedex

Commissaire aux Comptes suppléant du cabinet KPMG S.A., nommé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 17 avril 2008

Échéance du mandat : Assemblée statuant sur les comptes de l'exercice 2013

II. EVOLUTIONS RECENTES

1. Chiffre d'affaires trimestriel et éléments financiers semestriels

Le 2 mai 2013, le groupe Capgemini a publié son chiffre d'affaires consolidé au 1^{er} trimestre 2013 qui s'élève à 2.499 millions d'euros, en baisse de 2,6% à taux de change et périmètre courants par rapport au même trimestre de l'année 2012 et de 1,7% à taux de change et périmètre constants. Cette baisse est largement imputable à la conjoncture peu porteuse en Europe et à un effet calendaire défavorable au premier trimestre 2013. Cette évolution est conforme aux prévisions et permet de confirmer les objectifs pour 2013 (voir section IV pour une description plus détaillée).

Le 25 juillet 2013, le groupe Capgemini a annoncé les résultats du premier semestre 2013 avec un chiffre d'affaires consolidé de 5.033 millions d'euros, en baisse de 2,3% à taux de change et périmètre courants par rapport au même semestre de l'année 2012 et de 1,1% à taux de change et périmètre constants. Mais, au deuxième trimestre l'activité est en léger recul de 0,4%, à comparer à une baisse de 1,7% au premier trimestre. Hors contrat Aspire (services publics du Royaume-Uni), l'activité enregistre une hausse de 0,9% au deuxième trimestre. Le taux de marge opérationnelle s'établit à 7,3% pour le premier semestre 2013, en hausse de 0,5 point par rapport au premier semestre 2012. Le résultat net part du groupe progresse de 31% et atteint 176 millions d'euros, contre 134 millions d'euros au premier semestre 2012 (voir section V pour une description plus détaillée et l'Annexe 1 pour l'intégralité du rapport financier semestriel 2013, incluant le rapport semestriel d'activité et les comptes consolidés du premier semestre 2013).

2. Notation

Le 31 juillet 2013, quelques jours après la publication des résultats du premier semestre 2013, la note de Capgemini a été relevée par l'agence de notation Standard & Poor's. Capgemini passe de la note "BBB-" à "BBB". L'agence assortit cette notation d'une « perspective stable ».

3. Première cotation des BSAAR

Le 12 juin 2013, Capgemini a publié le communiqué suivant relatif à la cotation des BSAAR (tels que définis ci-après) :

En 2009, Cap Gemini a émis 2.999.000 bons de souscription et/ou d'acquisition d'actions remboursables ou « BSAAR », chaque BSAAR donnant droit à une action Cap Gemini (ISIN FR 0000125338). Selon les termes du contrat d'émission des bons, tels que décrits dans la note d'opération visée par l'Autorité des marchés financiers (AMF) le 14 mai 2009 sous le n° 09-140, la première cotation des BSAAR est prévue le 23 juillet 2013 sur NYSE Euronext Paris sous le numéro ISIN 0010672493. Les BSAAR seront exerçables au prix de 34 euros par action entre le 23 juillet 2013 et le 23 juillet 2016, date de leur expiration.

NYSE Euronext a annoncé étendre le dispositif d'Apporteur de Liquidité aux droits de souscription sur actions, et donc aux BSAAR, à partir du 10 juin 2013. Dans ce cadre, il est prévu qu'au moins un intermédiaire financier intervienne pour son propre compte en tant qu'Apporteur de Liquidité sur le marché des BSAAR Cap Gemini à compter de la date de première cotation, ce qui devrait faciliter la liquidité du marché des BSAAR à compter du 23 juillet 2013.

En outre, en vue de faciliter les transactions le premier jour de cotation le 23 juillet 2013, l'intermédiaire financier chargé en 2009 de centraliser les souscriptions de BSAAR proposera aux

porteurs intéressés et éligibles¹ un dispositif de placement organisé hors marché, le 23 juillet 2013, à l'issue d'une période de centralisation d'ordres de vente. Les porteurs de BSAAR désireux d'obtenir des informations pour participer à ce placement peuvent contacter l'intermédiaire financier chez qui leurs BSAAR sont inscrits.

4. Négociation exclusive avec AREVA pour la reprise de la société Euriware

Le 17 octobre 2013, Capgemini et AREVA ont publié le communiqué suivant :

Engagé dans la recherche d'un partenaire stratégique pour sa filiale de services informatiques Euriware², AREVA a décidé d'entrer en négociation exclusive avec Capgemini en vue de la reprise des activités d'Euriware.

Cette décision a été annoncée lundi aux représentants du personnel d'Euriware réunis en Comité Central d'Entreprise et a fait l'objet aujourd'hui d'une présentation au Conseil de Surveillance d'AREVA.

Capgemini s'est attaché à proposer une offre et un projet industriel conformes aux intérêts économiques et sociaux des deux parties avec notamment un engagement sur l'emploi et les implantations géographiques.

En rejoignant Capgemini, un groupe d'envergure mondiale aux activités diversifiées dans le domaine des services informatiques, l'ensemble des salariés d'Euriware bénéficierait d'un environnement propice à leur développement professionnel.

Avec la reprise d'Euriware, Capgemini renforcerait sa relation de long terme avec un grand groupe industriel, tandis qu'AREVA pourrait s'appuyer sur un partenaire de référence pour l'accompagner dans la transformation de son système d'information et le développement de ses activités au niveau mondial. Dans ce cadre, un contrat commercial global d'infogérance et d'intégration de systèmes de longue durée serait conclu entre les deux parties.

Par ailleurs, ce partenariat permettrait à Capgemini d'étoffer son offre de services avec des compétences en informatique industrielle et d'affirmer son leadership dans le secteur de l'énergie. AREVA garderait la maîtrise complète de ses installations nucléaires en conservant les activités de contrôle-commande nucléaire.

Le dialogue social se poursuivra au sein des instances d'Euriware et du groupe AREVA. Des réunions de présentation et d'échanges seront notamment organisées avec Capgemini. L'objectif est d'aboutir à la signature de l'accord définitif et à la mise en œuvre effective du partenariat au début de 2014.

¹ Les porteurs de BSAAR inscrits sur la liste d'initiés permanents, ainsi que les principaux dirigeants du groupe Capgemini pouvant ponctuellement avoir accès à une information privilégiée ne sont pas éligibles à ce dispositif ; en application des règles internes à la société ils sont invités à ne faire aucune transaction dans la période du 25 juin au 26 juillet inclus.

² Euriware est une société française créée en 1991 et filiale à 100% du groupe Areva avec lequel elle réalise la majorité de son chiffre d'affaires. Elle sert aussi des clients dans les secteurs de l'énergie, de l'industrie et de la défense. La société propose une offre à forte valeur ajoutée dans les services d'infogérance, l'ingénierie des systèmes industriels, la sécurité des systèmes d'information ainsi que dans l'intégration de systèmes.

5. Divers

Le 24 avril 2013, suite à la conclusion le 2 avril 2013 avec un établissement financier d'un contrat d'achat d'actions à terme*, la société a déclaré avoir réalisé la transaction suivante :

Date	Achat/ Vente	Nombre de titres	Prix *	Montant	Opération *	Marché
24/04/2013	Achat	988.064	34,4107 euros	33.999.973,88 euros	Dénouement d'un achat à terme	Gré à gré

*Achat à terme par Capgemini auprès d'un établissement financier d'un nombre d'actions d'une valeur maximale de 34 millions d'euros sur la base du prix d'achat. Ledit prix d'achat par la société des actions a été calculé à partir de la moyenne arithmétique des cours journaliers moyens pondérés par les volumes de l'action Capgemini pendant la période de rachat (soit du 3 avril 2013 au 17 avril 2013), à laquelle une décote a été appliquée.

III. FACTEURS DE RISQUES

La société est soumise à l'ensemble des facteurs de risques mentionnés au chapitre 1.8 du Document de Référence 2012 pages 25 à 29. La société considère que ces facteurs de risques restent à jour et qu'à la date de la présente actualisation aucun nouvel élément de risque significatif n'est intervenu méritant une mention spécifique. (voir aussi paragraphe « Trésorerie nette » en section IV page 9).

IV. RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT LA SOCIETE ET SON CAPITAL SOCIAL

1. Conseil d'administration

Le 23 mai 2013, l'Assemblée Générale a renouvelé les mandats d'administrateurs de M. Daniel Bernard, M. Bernard Liautaud et M. Pierre Pringuet pour une durée de 4 ans soit jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire de 2017 statuant sur les comptes de l'exercice 2016.

Le 8 octobre 2013, pour faire suite à la démission de Monsieur Bernard Liautaud, le Conseil d'Administration de Cap Gemini a coopté en qualité de nouvel administrateur Madame Anne Bouverot qui le remplacera jusqu'à l'Assemblée Générale qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2016. Conformément à la loi et aux statuts, cette nomination faite à titre provisoire sera soumise à ratification de la prochaine Assemblée Générale des Actionnaires. Il sera délibéré sur l'indépendance de Madame Bouverot lors du Conseil appelé annuellement à délibérer sur l'indépendance des administrateurs. Le Conseil d'Administration a nommé Anne Bouverot membre du comité Stratégie et Investissement et Daniel Bernard Président de celui-ci.

Madame Bouverot est Directrice Générale de la « GSMA », l'association mondiale des opérateurs de réseaux mobiles depuis 2011. Elle est également administrateur d'EDENRED.

A la connaissance de la Société, Madame Bouverot n'a fait l'objet d'aucune condamnation telle que listée au paragraphe 2.1.6 du document de référence 2012 et il n'existe pas de conflit d'intérêt entre ses devoirs à l'égard de Cap Gemini et ses intérêts privés et/ou d'autres devoirs.

2. Evolution du capital social entre le 1^{er} janvier 2013 et le 30 septembre 2013

Depuis le 31 décembre 2012, le capital a été porté de 1.294.162.896 euros à 1.273.037.208 euros et le nombre d'actions s'élève en conséquence à 159.129.651 au 30 septembre 2013.

Le 20 février 2013, il a été réduit de 15.501.176 euros par l'annulation de 1.937.647 actions auto-détenues.

Le 5 mars 2013, il a été augmenté de 2.280.000 euros par la création de 285.000 actions nouvelles du fait de l'attribution définitive d'actions de performance du plan 2009.

Le 22 mai 2013, il a été réduit de 7.904.512 euros par l'annulation de 988.064 actions auto-détenues.

3. Répartition du capital au 30 septembre 2013

Au 30 septembre 2013 et au 31 décembre 2012, la répartition du capital est la suivante :

	30 Septembre 2013			31 décembre 2012		
	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote
Serge Kampf	4.697.438	3,0%	3,0%	4.897.492	3,0%	3,1%
Paul Hermelin	227.048	0,1%	0,1%	227.048	0,1%	0,1%
Public ⁽¹⁾	142.142.351	89,3%	90,2%	143.391.840	88,6%	90,1%
Actionnariat salarié	10.453.474	6,6%	6,6%	10.682.199	6,6%	6,7%
Auto-détention ⁽²⁾	1.609.340	1,0%	0,0%	2.571.783	1,6%	0,0%
TOTAL	159.129.651	100,0%	100,0%	161.770.362	100,0%	100,0%

⁽¹⁾ y compris la part de capital détenue par des managers.

⁽²⁾ Au 30 septembre 2013, la Société Cap Gemini S.A. détenait 1 609 340 de ses propres actions dans le cadre de la mise en œuvre de son programme de rachat d'actions.

4. Franchissements de seuils légaux entre le 1^{er} janvier 2013 et le 30 septembre 2013

Par courrier reçu le 28 juin 2013, complété par un courrier reçu le 1^{er} juillet 2013, la société de droit américain BlackRock Inc., agissant pour le compte de clients et de fonds sous gestion, a déclaré avoir franchi en hausse, le 25 juin 2013, les seuils de 5% du capital et des droits de vote de la société Capgemini et détenir, pour le compte desdits clients et fonds, 8.198.226 actions Capgemini représentant autant de droits de vote, soit 5,12% du capital et des droits de vote de cette société. Ce franchissement de seuils résulte d'une acquisition d'actions Capgemini sur le marché et hors marché. Le déclarant a précisé, au titre de l'article 223-14 III et IV du règlement général, détenir 120.288 « *Contracts for Differences* » (pris en compte dans la détention figurant ci-dessus) sans échéance prévue, portant sur autant d'actions Capgemini, réglés exclusivement en espèces.

Par courrier reçu le 27 septembre 2013, la société de droit américain BlackRock Inc. (55 East 52nd Street, New York, 10055, Etats-Unis), agissant pour le compte de clients et de fonds sous gestion, a déclaré avoir franchi en hausse, le 25 septembre 2013, les seuils de 10% du capital et des droits de vote de la société CAP GEMINI et détenir, pour le compte desdits clients et fonds, 15.929.714 actions CAP GEMINI représentant autant de droits de vote, soit 10,01% du capital et des droits de vote de cette société. Ce franchissement de seuils résulte d'une acquisition d'actions CAP GEMINI sur le marché et hors marché. Le déclarant a précisé, au titre de l'article 223-14 V du règlement général, détenir 584.133 « *Contracts for Differences* » (pris en compte dans la détention visée au 1er alinéa) sans échéance prévue, portant sur autant d'actions CAP GEMINI, réglés exclusivement en espèces. Par le même courrier, complété par un courrier reçu le 30 septembre 2013, la déclaration d'intention suivante a été effectuée : « L'acquisition des actions CAP GEMINI par BlackRock, Inc. s'inscrit dans le cadre normal de son activité de société de gestion de portefeuille menée sans intention de mettre en

œuvre une stratégie particulière à l'égard de la société CAP GEMINI ni d'exercer, à ce titre, une influence spécifique sur la gestion de cette dernière. BlackRock, Inc. n'agit pas de concert avec un tiers et n'a pas l'intention de prendre le contrôle de la société CAP GEMINI ni de demander sa nomination ou celle d'une ou plusieurs personnes comme administrateur, membre du directoire ou du conseil de surveillance. »

5. Délégations données au conseil d'administration

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 23 mai 2013 a voté en faveur de l'ensemble des résolutions financières soutenues par le Conseil d'Administration telles que présentées en pages 213 et suivantes du Document de Référence 2012.

6. Trésorerie nette.

Les éléments constitutifs de la trésorerie nette du Groupe sont ceux décrits dans les comptes consolidés au 31 décembre 2012 du Document de Référence 2012 et dans les comptes semestriels consolidés résumés au 30 juin 2013 joints à la présente actualisation.

Au 30 septembre 2013, le Groupe dispose de ressources financières diversifiées, avec des maturités échelonnées entre 2014 et 2016 pour ses principaux emprunts et dettes financières, qui comprennent notamment l'emprunt obligataire convertible (OCEANE) de 575M€ émis le 9 avril 2009 (OCEANE 2009) et arrivant à échéance le 1er janvier 2014 et l'emprunt obligataire euro de 500M€ émis le 18 novembre 2011 et arrivant à échéance le 29 novembre 2016.

Le Groupe dispose au 30 juin 2013 d'une trésorerie nette positive de 272 millions d'euros incluant des liquidités importantes (1.498 millions de trésorerie et d'actifs de gestion de trésorerie).

De plus, il convient de noter que le Groupe dispose d'une ligne de crédit syndiquée multidevises de 500 millions d'euros signée le 13 janvier 2011 et venant à échéance le 13 janvier 2016, laquelle n'a jamais fait l'objet de tirages.

Il est en outre précisé que sur la dernière période de constatation, soit sur la base des 12 mois écoulés à la date du 30 juin 2013, la société respectait les ratios financiers au titre de cette ligne de crédit.

Ainsi, au vu de sa situation actuelle, et sans préjudice des conséquences à l'avenir d'une éventuelle dégradation de son activité ou de ses perspectives, le Groupe considère ne pas être exposé à un risque significatif de liquidité

V. INFORMATION FINANCIERE TRIMESTRIELLE AU 31 MARS 2013 (NON AUDITEE)

Le groupe Capgemini a réalisé au 1er trimestre 2013 un chiffre d'affaires consolidé de 2 499 millions d'euros, en baisse de 2,6% à taux de change et périmètre courants par rapport au même trimestre de l'année 2012 et de 1,7% à taux de change et périmètre constants. Cette baisse est largement imputable à la conjoncture peu porteuse en Europe et à un effet calendaire défavorable au premier trimestre 2013. Cette évolution est conforme aux prévisions et permet de confirmer les objectifs pour 2013.;

CA de T1 2013	CA de T1 2012	Variation	T1 2013/ T1 2012
2.499 M€	2.565 M€	à taux de change et périmètre courants	- 2,6 %
		à taux de change et périmètre constants	-1,7 %

La variation du chiffre d'affaires à taux de change et périmètre constants s'analyse comme suit :

- par métier, les activités de conseil, intégration de systèmes et services informatiques de proximité voient leur chiffre d'affaires baisser de 3% en moyenne. L'intégration de systèmes est en recul de -1,2%, tandis que les activités de conseil et services informatiques de proximité (Sogeti) sont en retrait (respectivement de -10,1% et -5,2%). L'activité infogérance, elle, croît de 0,2%.
- par région, ce sont les pays émergents d'Asie et d'Amérique latine qui enregistrent désormais la plus forte croissance (+6,3%). La région Royaume-Uni et Irlande affiche une croissance de 2% grâce à la progression du chiffre d'affaires du secteur privé. L'Amérique du Nord connaît une stabilité de l'activité après le ralentissement des signatures enregistré à la fin 2012. La France – qui reste le premier pays du Groupe en termes de chiffre d'affaires – est affectée par la conjoncture et enregistre une baisse de 4,8%. La région Benelux continue de pâtir de la crise qui affecte les Pays-Bas. L'activité se rétracte de 8,7% mais marque une phase de stabilisation comme on l'avait déjà noté au quatrième trimestre 2012. Le reste de l'Europe, particulièrement sensible aux effets cycliques, est en recul de 2,6%.

Les prises de commandes enregistrées au 1er trimestre 2013 s'élèvent à 2.171 millions d'euros, comparables à celles du premier trimestre 2012. Mais le ratio prises de commandes sur chiffre d'affaires pour les métiers du conseil, de l'intégration de systèmes et les services de proximité reste positif : 1,07 pour l'ensemble du Groupe.

Au 31 mars 2013, l'effectif total du groupe s'élève à 126.429 collaborateurs. Les effectifs offshore atteignent 51.978 personnes (dont 41.900 en Inde), soit 41,1% de l'effectif total. Capgemini a continué à recruter de manière équilibrée dans ses pays historiques et dans ses bases « *offshore* ».

Le Groupe maintient ses objectifs pour 2013 et continue de prévoir une croissance de son chiffre d'affaires à taux de change et périmètre constants comparable à celle de 2012 (+1,2%). Le Groupe anticipe de réaliser un taux de marge opérationnelle supérieur à 8,3% avant amortissement des actifs incorporels reconnus lors des acquisitions (soit plus de 8,0% tel que reporté jusqu'ici).

Le « *free cash flow* » organique cumulé sur la période 2012-2013 devrait être compris entre 750 et 800 millions d'euros.

Pour Paul Hermelin, Président Directeur Général du groupe Capgemini : « *Nous maintenons nos objectifs annuels de croissance du chiffre d'affaires et d'amélioration de la marge opérationnelle, malgré une conjoncture économique difficile, particulièrement en Europe, que nous avons du reste anticipée. Nous sommes en ligne dans la mise en oeuvre de nos trois priorités : l'enrichissement de notre portefeuille d'offres pour répondre à tous les besoins de nos clients, l'embauche de jeunes collaborateurs pour garder une pyramide des âges équilibrée et l'industrialisation de nos processus de travail, gage de notre compétitivité. Grâce à la diversification de notre portefeuille d'offres, nous sommes confiants dans notre capacité à répondre à l'évolution récente des besoins de nos clients et à gérer la complexité de leurs demandes.* »

Annexes

Taux d'utilisation (en pourcentage)

	T1 2012	T2 2012	T3 2012	T4 2012	T1 2013
Conseil	65	67	64	67	62
Services informatiques de proximité	82	83	83	82	80
Intégration de systèmes	80	80	81	81	79

Evolution par métier (à taux de change et périmètre constants)

	% du CA T1 2012	% du CA T1 2013	Variation T1 2013 / T1 2012
Conseil	5,1	4,7	-10,1
Services informatiques de proximité	15,8	15,4	-5,2
Intégration de systèmes	40,4	40,6	-1,2
Infogérance	38,7	39,3	0,2

Evolution du chiffre d'affaires par zone géographique

	Courant		Courant		Organique		Organique	
	T1 2012	T4 2012	T1 2013	Séquentielle (%) T1 13 / T4 12	Variation annuelle (%) T1 13 / T1 12	Séquentielle (%) T1 13 / T4 12	Variation annuelle (%) T1 13 / T1 12	
Amérique du Nord	505	517	501	-3.0	-0.8	-1.0	0.1	
Royaume-Uni et Irlande	510	501	510	1.9	-0.1	7.4	2	
France	578	568	551	-3.1	-4.8	-3.1	-4.8	
Benelux	298	280	273	-2.2	-8.7	-2.2	-8.7	
Reste de l'Europe	478	495	469	-5.4	-1.5	-5.5	-2.6	
Asie Pacifique et Amérique Latine	196	230	195	-15.4	-0.4	-16.0	6.3	
Total	2,565	2,591	2,499	-3.6	-2.6	-2.3	-1.7	

Evénements marquants du premier trimestre 2013

- Capgemini remporte un contrat significatif de services applicatifs avec la Poste norvégienne, d'un montant de 34 millions d'euros sur six ans.
- BPO : Capgemini signe un contrat d'envergure avec le groupe industriel suédois Sandvik, d'un montant de plusieurs dizaines millions d'euros et d'une durée de cinq ans.
- L'énergéticien E.ON choisit Capgemini pour la gestion de ses compteurs « intelligents » en Suède. Il s'agit d'un contrat de plusieurs dizaines de millions d'euros et d'une durée de cinq ans.

VI. RESULTATS AU PREMIER SEMESTRE 2013 (non audités mais soumis à revue limitée)

Le groupe Capgemini a réalisé au 1^{er} semestre 2013 un chiffre d'affaires consolidé de 5.033 millions d'euros, en baisse de 2,3% à taux de change et périmètre courants par rapport au même semestre de l'année 2012 et de 1,1% à taux de change et périmètre constants. Mais, au deuxième trimestre l'activité est en léger recul de 0,4%, à comparer à une baisse de 1,7% au premier trimestre. Hors contrat Aspire (services publics du Royaume-Uni), l'activité enregistre une hausse de 0,9% au deuxième trimestre. Le taux de marge opérationnelle s'établit à 7,3% pour le premier semestre 2013, en hausse de 0,5 point par rapport au premier semestre 2012. Le résultat net part du groupe progresse de 31% et atteint 176 millions d'euros, contre 134 millions d'euros au premier semestre 2012.

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2012 Norme IAS19R*	1 ^{er} semestre 2013	Variation
Chiffre d'affaires	5.150	5.033	-2,3%
Marge opérationnelle⁽¹⁾	350	367	+0,5pt
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	6,8%	7,3%	
Résultat d'exploitation⁽²⁾	240	302	
Résultat net part du Groupe	134	176	+31%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	2,6%	3,5%	
Trésorerie nette en fin de semestre	+27	+272	
Free cash flow organique	-309	-313	

* Les chiffres 2012 ont été ajustés des retraitements suite à l'application de la Norme IAS 19 révisée (voir tableau en annexe)

(1) La marge opérationnelle, un des principaux indicateurs de la performance du Groupe, est la différence entre le chiffre d'affaires et les charges opérationnelles, celles-ci étant égales au coût des services rendus (charges nécessaires à la réalisation des projets) augmenté des frais commerciaux et des frais généraux et administratifs, avant amortissement des actifs intangibles liés aux acquisitions.

(2) Le résultat d'exploitation du Groupe incorpore les charges liées aux actions et options allouées à un grand nombre de ses collaborateurs ainsi que des charges et produits non récurrents notamment les dépréciations d'écarts d'acquisition, les plus ou moins-values de cession, les coûts de restructuration, les coûts d'acquisition et d'intégration des sociétés acquises, ainsi que les effets des réductions et/ou des liquidations des régimes de retraite à prestations définies

La variation du chiffre d'affaires à taux de change et périmètre constants s'analyse comme suit :

- par métier, l'ensemble des activités de conseil, de services informatiques de proximité et d'intégration de systèmes voient leur chiffre d'affaires reculer de 1,5%. L'intégration de systèmes connaît une légère hausse de 0,3%, tandis que les activités de conseil et de services informatiques de proximité (Sogeti), plus sensibles à la conjoncture économique, sont en décroissance (respectivement de 9,0% et 3,9%). L'activité d'infogérance est quasi stable (-0,3%).
- par région, les pays émergents d'Asie Pacifique et d'Amérique Latine enregistrent une forte croissance (+10,5%). La région Royaume-Uni et Irlande affiche une baisse de 2,2%. L'Amérique du Nord, avec une croissance de 0,5%, amorce une reprise de son activité qui devrait se poursuivre au second semestre. L'activité en France se contracte de 2,2% au premier semestre, mais la tendance est devenue positive au deuxième trimestre avec une progression de 0,7% du chiffre d'affaires. La région Benelux enregistre une réduction de chiffre d'affaires de 6,2% au premier semestre, mais le recul est limité à 3,7% au deuxième trimestre, ce qui conforte l'objectif de stabilisation de l'activité au second semestre. Le reste de l'Europe (-1,7%), est également en voie de stabilisation.

Les **prises de commandes** enregistrées au 1er semestre 2013 s'élèvent à 4.824 millions d'euros. Le ratio prises de commandes sur chiffre d'affaires pour les métiers du conseil, des services informatiques de proximité et d'intégration de systèmes ressort à 1,06.

La **marge opérationnelle** du groupe s'établit au premier semestre 2013 à 367 millions d'euros, soit 7,3% du chiffre d'affaires, en hausse de 0,5 point par rapport au premier semestre 2012.

Le Groupe présente pour la première fois au premier semestre 2013 une répartition de ses marges opérationnelles par région qui intègre l'ensemble de la valeur ajoutée des prestations rendues à ses clients. Ceci met en évidence l'aspect relatif de l'offshore sur la profitabilité; la marge opérationnelle de la région Amérique du Nord, qui intègre désormais l'ensemble des profits réalisés avec les clients de ce marché s'élève à 12,3%.

Le **résultat net semestriel** part du groupe atteint 176 millions d'euros contre 134 millions d'euros au premier semestre 2012, soit une hausse de 31%.

Le **free cash flow organique** ressort à -313 millions d'euros au premier semestre 2013, en dépit des rentrées de cash déjà anticipées à la fin 2012, et se compare à -309 millions d'euros au premier semestre 2012. La trésorerie nette s'établit au 30 juin 2013 à 272 millions d'euros.

L'**effectif total** du groupe s'élève à 127.968 collaborateurs au 30 juin 2013. Les effectifs offshore atteignent 54.280 personnes en progression de 18% par rapport au 30 juin 2012 (dont 44.195 en Inde), soit 42% de l'effectif total. La part des effectifs offshore est en hausse de plus de 4 points (au 30 juin 2013 par rapport au 30 juin 2012).

Capgemini confirme sa prévision de progression de la marge opérationnelle en 2013

Capgemini annonce avoir versé une contribution exceptionnelle de 235 millions d'euros aux fonds de pension du Groupe. Outre la réduction du niveau de la provision pour retraites au bilan, ce versement améliorera le « *free cash flow organique* » du Groupe de l'ordre de 30 millions d'euros par an à partir de 2014 et réduira ses frais financiers.

Par ailleurs, réuni le 24 juillet 2013, le Conseil d'Administration a adopté deux mesures destinées à améliorer la gestion du bilan :

- Le Groupe s'efforcera de neutraliser la dilution future liée aux différents instruments donnant accès au capital destinés aux salariés.
- Il affectera 400 millions d'euros à la neutralisation d'une partie de la dilution éventuelle liée à l'obligation convertible OCEANE 2009 dans les 18 prochains mois.

La performance réalisée au premier semestre conforte les objectifs annuels du Groupe:

- l'objectif d'une croissance organique du chiffre d'affaires similaire à celle de 2012 est maintenu,
- le Groupe confirme sa prévision de progression de la marge opérationnelle d'au moins 30 points de base pour l'année 2013, soit 8,4% à comparer au 8,1% de l'exercice 2012 (après retraitement des comptes en application de la norme IAS19 révisée),
- l'objectif de génération de « *free cash flow organique* » cumulé sur 2012-2013 s'établit désormais à 800 millions d'euros hors contribution exceptionnelle aux fonds de pension, soit le haut de la fourchette annoncée précédemment.

« *Dans une conjoncture économique tendue, le Groupe Capgemini a tenu ses engagements et réalise une amélioration de son résultat net qui permet d'aborder le second semestre avec confiance* », a déclaré Paul Hermelin, Président Directeur Général du Groupe Capgemini.

Annexes

Evolution de l'activité par région (après allocation des marges des centres de production offshore aux régions en charge des contrats)

	% du CA S1 2013	Variation par rapport au S1 2012		Taux de Marge Opérationnelle*	
		A taux et périmètre courants	A taux et périmètre constants	S1 2012**	S1 2013
Amérique du Nord	20,5%	-0,9%	0,5%	11,0%	12,3%
France	21,7%	-2,2%	-2,2%	6,9%	7,2%
Royaume-Uni et Irlande	20,1%	-5,5%	-2,2%	7,5%	8,1%
Benelux	10,7%	-6,2%	-6,2%	5,2%	8,2%
Reste de L'Europe	18,7%	-0,8%	-1,7%	6,9%	6,2%
Asie Pacifique et Amérique Latine	8,3%	5,0%	10,5%	3,0%	2,6%
TOTAL	100,0%	-2,3%	-1,1%	6,8%	7,3%

* Avant amortissement des actifs intangibles acquis lors d'acquisitions et après allocation des marges statutaires des centres de production offshore aux régions en charge des contrats

** Les chiffres 2012 ont été ajustés des retraitements suite à l'application de la Norme IAS 19 révisée

Analyse de l'impact de la réallocation des marges des centres de productions offshore aux régions en charge des contrats sur le taux de marge opérationnelle

	FY 2012*	
	Avant réallocation	Après réallocation
Amérique du Nord	9,3%	11,8%
France	8,3%	8,8%
Royaume-Uni et Irlande	7,6%	8,6%
Benelux	7,5%	7,9%
Reste de L'Europe	7,2%	7,2%
Asie Pacifique et Amérique Latine	15,3%	5,2%

* Les chiffres 2012 ont été ajustés des retraitements suite à l'application de la Norme IAS 19 révisée

NB : Auparavant, une partie des marges réalisées par les centres de production offshore du Groupe étaient reconnues sur ces régions et non intégrées aux résultats du pays en charge du contrat. Le tableau montre l'évolution de la répartition des marges opérationnelles sur la base des comptes annuels 2012. Le niveau de la marge Groupe n'est bien sûr pas affecté par ce changement de présentation. En revanche, cette évolution donne plus de transparence sur les gains de profitabilité liés au développement de l'offshore chez Capgemini région par région.

Rappel du premier semestre 2012 tel que publié et ajusté suite à l'application de la norme IAS19 révisée

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2012 publié	1 ^{er} semestre 2012 Norme IAS19 R
Chiffre d'affaires	5.150	5.150
Marge opérationnelle	347	350
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	6,7%	6,8%
Résultat d'exploitation	237	240
Résultat net part du Groupe	143	134
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	2,8%	2,6%

Evolution de l'activité par métier

	% du CA S1 2013	Variation ⁽¹⁾ par rapport au S1 2012	Taux de Marge Opérationnelle	
			S1 2012*	S1 2013
Conseil	4,7%	-9,0%	10,8%	7,7%
Services informatiques de Proximité	15,0%	-3,9%	9,6%	9,1%
Intégration de systèmes	40,8%	0,3%	7,0%	7,2%
Infogérance	39,5%	-0,3%	6,4%	8,3%

⁽¹⁾A taux de change et périmètre constants

* Les chiffres 2012 ont été ajustés des retraitements suite à l'application de la Norme IAS 19 révisée

Evénements marquants du premier semestre 2013

- Migration du système d'information pour l'assureur britannique Direct Line Group, pour un montant de 120 millions d'euros environ,
- Renforcement de l'alliance entre Capgemini et EMC pour proposer des solutions en mode cloud au Brésil,
- Contrat de services applicatifs avec la Poste norvégienne, pour un montant de 34 millions d'euros,
- Contrat de BPO avec le groupe industriel Sandvik pour la gestion des services financiers et comptables, pour plusieurs millions d'euros,
- Contrat avec E.On, principal producteur et fournisseur d'énergie européen, pour la gestion de ses compteurs intelligents en Suède, pour plusieurs dizaines de millions d'euros,
- Partenariat stratégique avec Microsoft dans le domaine du « Cloud Computing » baptisé « Skysight » visant à développer une offre mondiale de services opérés par Capgemini en mode Cloud et basés sur les technologies de Microsoft,
- Contrat d'infogérance de Sogeti France avec TOTAL pour sa branche exploitation et production, pour plusieurs dizaines de millions d'euros,
- Contrat de services d'infrastructures avec le service public Néerlandais Kadaster, pour environ 100 millions d'euros.

Taux d'utilisation (en pourcentage)

	T1 2012	T2 2012	T3 2012	T4 2012	T1 2013	T2 2013
Conseil	65	67	64	67	62	69
Services informatiques de proximité	82	83	83	82	80	80
Intégration de systèmes	80	80	81	81	79	82

VII. PREVISIONS DE BENEFICE

1. Prévisions de croissance et de marge opérationnelle

Le document de référence déposé le 22 avril 2013 auprès de l'AMF contient des prévisions de bénéfice, ces prévisions ont été confirmées dans le rapport semestriel au 30 juin 2013 qui indique :

« La performance réalisée au premier semestre conforte les objectifs annuels du Groupe :

- l'objectif d'une croissance organique du chiffre d'affaires similaire à celle de 2012 est maintenu,
- le Groupe confirme sa prévision de progression de la marge opérationnelle d'au moins 30 points de base pour l'année 2013, soit 8,4% à comparer au 8,1% de l'exercice 2012 (après retraitement des comptes en application de la norme IAS19 révisée).

2. Hypothèses macroéconomiques

Les hypothèses de croissance et de marge opérationnelle décrites ci-dessus s'inscrivent dans un environnement économique semblable à l'environnement économique actuel notamment en termes de croissance.

3. Hypothèses internes à la société

La croissance organique est calculée à taux et périmètre constants.

Les prévisions consolidées de croissance du chiffre d'affaires et de marge opérationnelle résultent du processus d'élaboration détaillé des prévisions de chiffre d'affaires et de marge de chaque entité opérationnelle. Ces prévisions tiennent compte des paramètres opérationnels propres à l'entité, de sa situation géographique et de ses métiers ainsi que du portefeuille d'activités et des prévisions commerciales. Ces prévisions résultent du processus budgétaire annuel, de l'état des prévisions de résultat (forecast) établi chaque mois et de l'analyse mensuelle des revenus et des charges provenant du reporting opérationnel.

Ces prévisions de résultats sont établies sur la base des méthodes comptables telles qu'appliquées par le Groupe pour l'établissement de ses comptes consolidés.

Les prévisions de chiffre d'affaires et de marge opérationnelle présentées ci-dessus sont fondées sur des données, hypothèses, et estimations considérées comme raisonnables par la direction du Groupe.

Ces prévisions dépendent de circonstances ou de faits susceptibles de se produire à l'avenir et non exclusivement sur des données historiques. Elles ne doivent pas être interprétées comme des garanties que les faits et données énoncés se produiront ou que les prévisions seront atteintes.

En outre, ces prévisions de chiffre d'affaires et de marge opérationnelle émanent ou reposent, en tout ou partie, sur des appréciations ou des décisions des organes d'administration, de surveillance et de direction du Groupe, qui pourraient évoluer ou être modifiées dans le futur.

Le groupe Capgemini ne donne aucune garantie sur la réalisation des prévisions figurant au présent chapitre « prévisions de résultats ».

VIII - RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES PREVISIONS DE BENEFICE

Monsieur le Président-Directeur Général,

En notre qualité de commissaires aux comptes et en application du règlement (CE) n°809/2004, nous avons établi le présent rapport sur les prévisions de bénéfice de la société Cap Gemini S.A. incluses dans la partie VII de l'Actualisation du Document de Référence 2012 incorporée dans le Prospectus daté du 18 octobre 2013.

Ces prévisions et les hypothèses significatives qui les sous-tendent ont été établies sous votre responsabilité, en application des dispositions du règlement (CE) n°809/2004 et des recommandations ESMA relatives aux prévisions.

Il nous appartient, sur la base de nos travaux, d'exprimer une conclusion, dans les termes requis par l'annexe I, point 13.2 du règlement (CE) n°809/2004, sur le caractère adéquat de l'établissement de ces prévisions.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont comporté une évaluation des procédures mises en place par la Direction pour l'établissement des prévisions ainsi que la mise en œuvre de diligences permettant de s'assurer de la conformité des méthodes comptables utilisées avec celles suivies pour l'établissement des informations historiques de la société Cap Gemini S.A.. Elles ont également consisté à collecter les informations et les explications que nous avons estimées nécessaires permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les prévisions sont adéquatement établies sur la base des hypothèses qui sont énoncées.

Nous rappelons que, s'agissant de prévisions présentant par nature un caractère incertain, les réalisations différeront parfois de manière significative des prévisions présentées et que nous n'exprimons aucune conclusion sur la possibilité de réalisation de ces prévisions.

A notre avis :

- Les prévisions ont été adéquatement établies sur la base indiquée ;
- La base comptable utilisée aux fins de cette prévision est conforme aux méthodes comptables appliquées par la société Cap Gemini S.A..

Ce rapport est émis aux seules fins de l'admission sur le marché réglementé de NYSE Euronext d'obligations à option de remboursement en numéraire et/ou en actions nouvelles et/ou existantes (ORNANE), présentée dans le Prospectus du 18 octobre 2013 visé par l'AMF et ne peut être utilisé dans un autre contexte.

Les Commissaires aux comptes

Neuilly-sur-Seine, le 18 octobre 2013

PricewaterhouseCoopers Audit

Françoise Garnier
Associée

Paris La Défense, le 18 octobre 2013

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Jacques Pierre
Associé

IX. TABLE DE CONCORDANCE

La table de concordance suivante renvoie aux rubriques exigées par le Règlement européen n°809/2004 (Annexe I).

		Pages du document de référence 2012	Pages de l'actualisation du document de référence
1	PERSONNES RESPONSABLES	226 et 228	3
2	CONTRÔLEURS LÉGAUX DES COMPTES	2 et 226	4
3	INFORMATIONS FINANCIÈRES SÉLECTIONNÉES	3	
4	FACTEURS DE RISQUES	24, 25 à 29, 136, 143 et 150 à 152	7
5	INFORMATIONS CONCERNANT L'ÉMETTEUR		
	Histoire et évolution de la Société	6 et 8	
	Informations juridiques concernant la Société	225 à 224	
	Investissements	24, 120 à 121, 125 à 126, 137 à 140	6
6	APERÇU DES ACTIVITÉS		
	Les principales activités	11 à 13 et 16 à 23	
	Les principaux marchés	14 à 15 et 159 à 165	
	Le marché des services informatiques et la concurrence	14 à 15	
7	ORGANIGRAMME		
	Description sommaire du groupe et place occupée par l'émetteur	9 à 10	
	Liste des filiales importantes	169 à 171	
8	PROPRIÉTÉS IMMOBILIÈRES, USINES ET ÉQUIPEMENTS	9	
9	EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET RÉSULTAT	106 à 111 et 174 à 175	
10	TRÉSORERIE ET CAPITAUX		
	Informations sur les capitaux	175, 130 à 136, 202 à 205	7 à 9
	Flux de trésorerie	115, 148 à 150	9
	Conditions d'emprunt, structure de financement de l'émetteur et restriction à l'utilisation des capitaux	144 à 148, 166 à 167	
11	RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT, BREVETS ET LICENCES	S.O.	
12	INFORMATIONS SUR LES TENDANCES	111	18
13	PRÉVISIONS OU ESTIMATIONS DU BÉNÉFICE	111	18 et 19
14	ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GÉNÉRALE	2, 32 à 48, 225	
15	RÉMUNÉRATIONS ET AVANTAGES	44, 49 à 55, 168	
16	FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION	32 à 34, 39 à 44	

		Pages du document de référence 2012	Pages de l'actualisation du document de référence
17	SALARIÉS		
	Effectifs	70 à 73, 107 à 108, 166	
	Stock-options, plan d'actionnariat salarié	54 à 55, 130 à 136, 183 à 186, 205, 210 à 211	
18	PRINCIPAUX ACTIONNAIRES	206, 209	8
19	OPÉRATIONS AVEC DES APPARENTÉS	9, 168	
20	INFORMATIONS FINANCIÈRES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS DE L'ÉMETTEUR		
	Informations financières historiques	1, 3	
	États financiers	112 à 173 et 176 à 200	
	Vérification des informations financières	172, 195, 228	
	Informations financières intermédiaires et autres		5,10 à 17 et Annexe 1
	Politique de distribution de dividendes	175, 208, 223	
	Procédures judiciaire et d'arbitrage	27 et 158	
21	INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES		
	Capital social	175, 202 à 205	7
	Acte constitutif et statuts	222 à 224	
22	CONTRATS IMPORTANTS	21, 108 et 109	
23	INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, DÉCLARATIONS D'EXPERTS ET DÉCLARATIONS D'INTÉRÊTS	S.O.	
24	DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC	222 à 224	
25	INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS	199	

30 juin 2013

RAPPORT SEMESTRIEL

COMPTES CONSOLIDES



SOMMAIRE

Principales données financières	24
Rapport des Commissaires aux comptes	25
Rapport semestriel d'activité	26
Comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2013	28
Attestation du responsable du rapport financier semestriel	49

PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES

COMPTES CONSOLIDÉS

<i>en millions d'euros</i>	1er semestre 2009	1er semestre 2010	1er semestre 2011 *	1er semestre 2012 *	1er semestre 2013
CHIFFRE D'AFFAIRES	4 376	4 211	4 756	5 150	5 033
CHARGES OPÉRATIONNELLES	(4 081)	(3 958)	(4 452)	(4 800)	(4 666)
MARGE OPÉRATIONNELLE **	295	253	304	350	367
% du chiffre d'affaires	6,7%	6,0%	6,4%	6,8%	7,3%
Amortissements des actifs incorporels reconnus dans le cadre des regroupements d'entreprises	(8)	(8)	(12)	(19)	(15)
Marge opérationnelle après amortissements des actifs incorporels reconnus dans le cadre des regroupements d'entreprises **	287	245	292	331	352
% du chiffre d'affaires	6,6%	5,8%	6,1%	6,4%	7,0%
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	167	200	243	240	302
% du chiffre d'affaires	3,8%	4,7%	5,1%	4,7%	6,0%
RÉSULTAT NET (Part du Groupe)	78	101	122	134	176
% du chiffre d'affaires	1,8%	2,4%	2,6%	2,6%	3,5%
RÉSULTAT PAR ACTION					
<i>Nombre d'actions au 30 juin</i>	<i>146 510 068</i>	<i>155 031 166</i>	<i>155 770 362</i>	<i>155 770 362</i>	<i>159 129 651</i>
Résultat par action au 30 juin (en euros)	0,53	0,65	0,78	0,86	1,10
TRÉSORERIE NETTE AU 30 JUIN	576	809	169	27	272
NOMBRE MOYEN DE COLLABORATEURS	90 855	92 328	111 592	120 560	126 356
NOMBRE DE COLLABORATEURS AU 30 JUIN	89 453	95 586	114 274	121 026	127 968

* Les chiffres ont été ajustés des retraitements expliqués en Note 1 " Principes comptables " suite à l'application d'IAS 19 révisée,

** A compter du 1^{er} janvier 2013, la marge opérationnelle s'entend avant les amortissements des actifs incorporels reconnus dans le cadre des regroupements d'entreprises. Les périodes comparatives ont été retraitées pour refléter ce changement de présentation.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2013

Période du 1^{er} janvier 2013 au 30 juin 2013

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Cap Gemini S.A., relatifs à la période du 1^{er} janvier 2013 au 30 juin 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I – Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1 de l'annexe qui expose :

- l'incidence de la première application de la norme IAS 19 révisée « Avantages au personnel »
- le changement de présentation du compte de résultat consolidé lié à la modification de la définition de la marge opérationnelle.

II – Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Les commissaires aux comptes

Neuilly-sur-Seine, le 25 juillet 2013

Paris La Défense, le 25 juillet 2013

PricewaterhouseCoopers Audit

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Françoise Garnier
Associée

Jean-Luc Decornoy
Associé

Jacques Pierre
Associé

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

EVENEMENTS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE 2013

En dépit d'un contexte macro économique peu porteur au premier semestre 2013, notamment en Europe continentale, le Groupe a pu poursuivre l'amélioration de sa profitabilité opérationnelle. Le chiffre d'affaires du premier semestre 2013 s'élève à 5 033 millions d'euros en repli de 2,3% (et de 1,1% à taux de change et périmètre constants) par rapport au premier semestre 2012. Les effets de change ont été défavorables (-1,2 point sur la croissance semestrielle) notamment du fait de la baisse du réal brésilien, du dollar américain et de la livre sterling par rapport à l'euro. Aucun effet de changement de périmètre n'est à considérer sur cette période. La croissance (à taux de change et périmètre constants) est soutenue sur la zone Asie-Pacifique et Amérique Latine (+10,5%), elle reste positive en Amérique du Nord (+0,5%) mais s'inscrit en recul sur l'ensemble de l'Europe (-2,7%). Le second trimestre a cependant montré une amélioration de la tendance avec une réduction limitée à 0,4% du chiffre d'affaires du Groupe, à comparer à celle du premier trimestre (-1,7%).

L'analyse des **prises de commandes** confirme la résistance de la demande : elles s'élèvent au premier semestre à 4 824 millions d'euros (dont 3 227 millions d'euros hors Infogérance). Le ratio prises de commandes sur chiffre d'affaires des métiers de Conseil, d'Intégration de systèmes et des Services informatiques de proximité est positif et s'établit ainsi à 1,06 pour ce premier semestre.

La marge opérationnelle du Groupe (qui s'entend dorénavant avant amortissements des actifs intangibles acquis lors d'acquisitions) au premier semestre ressort à 367 millions d'euros, soit 7,3% du chiffre d'affaires (ce qui représente 0,5 point de mieux qu'au premier semestre 2012). Ce résultat conforte la prévision faite en début d'année d'une progression du taux de marge d'au moins 0,3 point en 2013. Les charges de restructuration enregistrent comme prévu une forte diminution et s'élèvent à 31 millions d'euros contre 75 millions d'euros au premier semestre 2012. Le résultat d'exploitation semestriel, sur ces bases, atteint 302 millions d'euros en progression de 26% par rapport à celui de l'année précédente.

Après prise en compte d'une charge financière de 53 millions d'euros et d'une charge d'impôt de 80 millions d'euros, le résultat net du semestre s'établit à 169 millions d'euros contre 123 millions d'euros au premier semestre 2012 et le résultat net part du Groupe atteint 176 millions d'euros contre 134 millions d'euros au premier semestre 2012. (Il est à noter que les comptes 2012 sont retraités en application de la norme IAS19 révisée pour permettre une meilleure comparaison avec les comptes 2013).

Depuis le 1^{er} janvier, le Groupe a annoncé plusieurs contrats significatifs qui témoignent du succès croissant de la mise en œuvre de sa stratégie :

- Migration du système d'information pour l'assureur britannique Direct Line Group,
- Renforcement de l'alliance entre Capgemini et EMC pour proposer des solutions en mode cloud au Brésil,
- Contrat de services applicatifs avec la Poste norvégienne,
- Contrat de BPO avec le groupe industriel Sandvik pour la gestion des services financiers et comptables,
- Contrat avec E.On, producteur et fournisseur d'énergie européen, pour la gestion de ses compteurs intelligents en Suède,
- Partenariat stratégique avec Microsoft dans le domaine du « Cloud Computing » baptisé « Skysight » visant à développer une offre mondiale de services opérés par Capgemini en mode Cloud et basés sur les technologies de Microsoft,
- Contrat d'infogérance de Sogeti France avec TOTAL pour sa branche exploitation et production,
- Contrat de services d'infrastructures avec le service public Néerlandais Kadaster.

L'ensemble de ces succès commerciaux témoigne d'une bonne situation concurrentielle du Groupe face à ses compétiteurs les plus performants et ont pu être réalisés auprès de comptes internationaux majeurs et exigeants.

Après paiement d'un dividende de 1 euro par action (157 millions d'euros), et malgré la hausse saisonnière du besoin en fonds de roulement, **la trésorerie nette** reste positive et s'élève à 272 millions d'euros en dépit des rentrées de cash anticipées à la clôture 2012.

Au 30 juin 2013, **l'effectif total du Groupe** est de 127 968 personnes, en progression par rapport au 30 juin 2012 (121 026 collaborateurs) et au 31 décembre 2012 (125 110 collaborateurs).

L'attrition observée ce semestre est de 16,3% soit un niveau proche des 17,0% du premier semestre 2012. Le Groupe a effectué 59% de ses recrutements (offshore) à comparer aux 48% du premier semestre 2012.

EVOLUTION DE L'ACTIVITE PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

	% du CA S1 2013	Croissance par rapport à S1 2012		Taux de Marge Opérationnelle**	
		A taux et périmètre courants	A taux et périmètre constants	S1 2012 *	S1 2013
Amérique du Nord	20,5%	-0,9%	0,5%	11,0%	12,3%
France	21,7%	-2,2%	-2,2%	6,9%	7,2%
Royaume-Uni et Irlande	20,1%	-5,5%	-2,2%	7,5%	8,1%
Benelux	10,7%	-6,2%	-6,2%	5,2%	8,2%
Reste de l'Europe	18,7%	-0,8%	-1,7%	6,9%	6,2%
Asie Pacifique et Amérique Latine	8,3%	5,0%	10,5%	3,0%	2,6%
TOTAL	100,0%	-2,3%	-1,1%	6,8%	7,3%

* Les chiffres ont été ajustés des retraitements suite à l'application d'IAS 19 révisée,

** Avant amortissements des actifs incorporels intangibles acquis lors d'acquisitions et après allocation des marges statutaires des centres de production offshore aux zones géographiques en charge des contrats (ce qui est un nouveau mode de présentation).

Le chiffre d'affaires en **Amérique du Nord** (20,5% du chiffre d'affaires du Groupe) enregistre un léger repli, à hauteur de 0,9% (la hausse à taux de change et périmètre constants ressort à 0,5%, l'essentiel de l'écart étant expliqué par la baisse du dollar américain). Le premier semestre 2013 marque une période de consolidation de la dynamique sur cette zone après les fortes progressions enregistrées début 2012 (+9,7% de croissance au premier semestre 2012). Le Groupe anticipe une reprise de sa croissance sur ce marché au second semestre 2013. Le taux de marge opérationnelle poursuit également son amélioration pour atteindre 12,3% soit un gain de 1,3 point par rapport au premier semestre 2012. Ce niveau de marge témoigne du succès de la stratégie offshore du Groupe qui a adapté son modèle de production et s'affirme comme un acteur important sur ce marché.

La **France** (21,7% du chiffre d'affaires du Groupe) affiche un recul de 2,2%. Le taux de marge opérationnelle est de 7,2% en amélioration par rapport aux 6,9% du premier semestre 2012. Notons que le chiffre d'affaires est en croissance au second trimestre avec une progression de 0,7% au second trimestre 2012, alors que le premier avait vu l'activité régresser de 4,8%.

La région **Royaume-Uni et Irlande** (20,1% du chiffre d'affaires du Groupe) affiche une baisse de 5,5% de son chiffre d'affaires. A taux de change et périmètre constants, la décroissance ressort à 2,2%. Ce recul s'inscrit dans un contexte défavorable de rigueur budgétaire dans le secteur public qui représente plus de 60% de l'activité sur cette zone. Il est à noter que le chiffre d'affaires est quasi stable avec une évolution de +0,2% à taux de change et périmètre constants, en excluant la diminution programmée du chiffre d'affaires réalisé auprès de notre client HMRC (secteur public) conformément aux conditions nouvelles du contrat. La marge opérationnelle s'établit à 8,1% en hausse de 0,6 point par rapport à celle du premier semestre 2012.

Le **Benelux** (10,7% du chiffre d'affaires du Groupe) enregistre une phase de stabilisation. Le chiffre d'affaires y est certes encore en recul de 6,2% par rapport au premier semestre 2012, mais la tendance confirme une stabilisation séquentielle de l'activité de sorte qu'une stabilité apparaît possible pour la fin 2013. La marge opérationnelle s'établit à 8,2% (contre 5,2% au premier semestre 2012) ce qui traduit le rétablissement rapide de la rentabilité sur cette zone suite aux mesures prises fin 2012.

Le **Reste de l'Europe** (18,7% du chiffre d'affaires du Groupe) affiche une croissance négative de 1,7% à taux de change et périmètre constants. On note toutefois une amélioration au deuxième trimestre. Le taux de marge opérationnelle y est en repli de 0,7 point notamment du fait d'une moindre rentabilité par rapport au premier semestre 2012 de la zone Europe centrale dont la rentabilité est au niveau de la moyenne du Groupe.

L'activité dans la zone **Asie Pacifique et Amérique Latine** (8,3% du chiffre d'affaires du Groupe) est en forte progression, à hauteur de 10,5% à taux de change et périmètre constants. L'Amérique Latine bénéficie de la montée en puissance d'un grand contrat et contribue le plus à cette croissance avec une progression de 11,2% de son chiffre d'affaires à taux de change et périmètre constants. La marge opérationnelle reste encore limitée à 2,6% sur des zones où le Groupe continue à investir dans son développement. Une amélioration importante est attendue au deuxième semestre.

EVOLUTION DE L'ACTIVITE PAR METIER

	% du CA S1 2013	Croissance * par rapport à S1 2012	Taux de Marge Opérationnelle **	
			S1 2012 ***	S1 2013
Conseil	4,7%	-9,0%	10,8%	7,7%
Services informatiques de Proximité	15,0%	-3,9%	9,6%	9,1%
Intégration de systèmes	40,8%	0,3%	7,0%	7,2%
Infogérance	39,5%	-0,3%	6,4%	8,3%

*A taux de change et périmètre constants,

**Avant amortissements des actifs incorporels intangibles acquis lors d'acquisitions et après allocation des marges statutaires des centres de production offshore aux zones géographiques en charge des contrats (ce qui est un nouveau mode de présentation),

***Les chiffres ont été ajustés des retraitements suite à l'application d'IAS 19 révisée.

Le Conseil est le métier du Groupe le plus affecté par la conjoncture économique au premier semestre 2013 (l'activité y enregistre un recul de 9,0% à taux de change et périmètre constants). Les situations sont particulièrement contrastées selon les pays puisqu'à taux de change et périmètre constants, l'activité au Royaume-Uni est en hausse de plus de 3% alors qu'en France elle recule de plus de 10%. Le taux d'utilisation a pu cependant être redressé de 62% au premier trimestre à 69% au second. Le taux de marge opérationnelle s'établit à 7,7%, en recul de 3,1 points par rapport à celui du premier semestre 2012.

Le chiffre d'affaires des **Services informatiques de proximité** (Sogeti) recule de 3,9% à taux de change et périmètre constants. L'Amérique du Nord continue à progresser mais l'activité au Benelux décroît de près de 9,0%. Le taux d'utilisation reste très satisfaisant avec 81,0% en moyenne sur le premier semestre (contre 82,5% sur la période équivalente en 2012). Le taux de marge opérationnelle s'établit à 9,1%, en recul de 0,5 point par rapport au premier semestre 2012.

L'Intégration de systèmes (40,8% du chiffre d'affaires) reste le premier métier du Groupe avec une progression limitée de son chiffre d'affaires (+0,3% à taux de change et périmètre constants). Parmi les principaux pays du Groupe, le Royaume-Uni et l'Amérique du Nord connaissent une légère progression alors que la France et le Benelux enregistrent un léger repli. Les prix de vente, en légère hausse, témoignent des bénéfices que le Groupe tire de sa politique dynamique sur les offres innovantes. Le taux d'utilisation reste à un niveau très satisfaisant de 80% comparable à l'année précédente. Le taux de marge opérationnelle, à 7,2% est en hausse de 0,2 point par rapport à celui du premier semestre 2012.

L'Infogérance (39,5% du chiffre d'affaires) affiche une baisse de 0,3% de l'activité par rapport au premier semestre 2012 à taux de change et périmètre constants. Mais, hors impact de la baisse de volume avec HMRC, l'activité connaît une hausse de 1,1%. L'activité de maintenance applicative est en particulier en progression. L'activité services d'infrastructures est au contraire en repli, notamment du fait de la stratégie du Groupe visant à se concentrer sur la partie à haute valeur ajoutée de ce marché ce qui conduit à éliminer les contrats les plus dilutifs. La marge opérationnelle s'établit à 8,3% en forte progression de 1,9 point par rapport à celle du premier semestre 2012, grâce en particulier à l'amélioration de la rentabilité de l'activité services d'infrastructures.

ANALYSE DES COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES AU 30 JUIN 2013

L'application à compter du 1^{er} janvier 2013 de la norme IAS 19 révisée a conduit à retraiter les comptes du 1^{er} semestre et de l'année 2012. Les analyses ci-dessous portent sur ces comptes retraités.

Le compte de résultat consolidé

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2013 s'élève à 5 033 millions d'euros contre 5 150 millions d'euros au premier semestre 2012, soit une baisse de 2,3% (-1,1% à taux de change et périmètre constants).

La marge opérationnelle (qui s'entend dorénavant avant amortissements des actifs incorporels reconnus dans le cadre des regroupements d'entreprises) du premier semestre 2013 atteint 367 millions d'euros contre 350 millions d'euros au premier semestre 2012, soit un taux de marge de 7,3% contre 6,8% respectivement.

Les autres produits et charges opérationnels constituent une charge de 50 millions d'euros au premier semestre 2013, en forte amélioration par rapport au premier semestre 2012 (91 millions d'euros), la forte réduction des coûts de restructuration qui passent de 75 millions d'euros à 31 millions d'euros explique cette amélioration.

Le résultat d'exploitation s'établit à 302 millions d'euros au premier semestre 2013 (soit 6.0% du chiffre d'affaires) contre 240 millions d'euros au premier semestre 2012 (soit 4,7% du chiffre d'affaires) ce qui représente une hausse de 1,3 point de rentabilité opérationnelle.

Le résultat financier est une charge de 53 millions d'euros au premier semestre 2013, en amélioration par rapport à celle du premier semestre 2012 (63 millions d'euros). Cette évolution par rapport au premier semestre 2012 est due à la diminution des charges d'intérêt liées aux dettes financières notamment au Brésil et des charges d'intérêt nettes des régimes de retraites à prestations définies.

La charge d'impôt s'élève à 80 millions d'euros au premier semestre 2013 contre 53 millions d'euros au premier semestre 2012, dont 69 millions d'euros d'impôts courants (56 millions d'euros au premier semestre 2012) et 11 millions d'euros de charges d'impôts différés (3 millions d'euros de produit au premier semestre 2012). Le taux effectif d'impôt s'élève à 32,1% au premier semestre 2013 (contre 29,9% au premier semestre 2012).

Le résultat net « part du Groupe » dès lors ressort à 176 millions d'euros au premier semestre 2013, soit 31% de plus que les 134 millions d'euros réalisés au premier semestre 2012. Le résultat par action s'élève dans ces conditions à 1,10 euro pour les 159 129 651 actions composant le capital au 30 juin 2013, contre 0,86 euro pour les 155 770 362 actions composant le capital au 30 juin 2012.

L'état consolidé de la situation financière

La situation nette « part du Groupe » de l'ensemble consolidé au 30 juin 2013 atteint 4 442 millions d'euros, en diminution de 40 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2012. Cette diminution résulte principalement :

- du versement de dividendes aux actionnaires pour 157 millions d'euros,
- de la réduction de capital liée à l'élimination d'actions propres pour 70 millions d'euros,
- de la reconnaissance en capitaux propres de gains actuariels liés aux provisions pour retraites et engagements assimilés, nets d'impôts différés pour 70 millions d'euros,
- de la variation négative de 13 millions d'euros liée à l'ajustement sur droit de vente accordé aux actionnaires minoritaires de CPM Braxis,
- la variation négative des réserves de conversion pour 37 millions d'euros,

partiellement compensée par la prise en compte du résultat bénéficiaire de la période de 176 millions d'euros.

Les actifs non courants s'établissent à 5 478 millions d'euros au 30 juin 2013, en diminution de 115 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2012 principalement liée aux mouvements suivants :

- 74 millions d'euros de diminution nette des écarts d'acquisition et des immobilisations corporelles et incorporelles,
- 32 millions d'euros de diminution des impôts différés actifs suite à l'utilisation de déficits reportables au niveau du groupe d'intégration fiscale en France pour 17 millions d'euros et à une diminution de 10 millions d'euros liée aux gains actuariels des plans de pensions au Royaume-Uni et au Canada essentiellement.

Les passifs non courants hors dettes financières à long terme s'élèvent à 1 457 millions d'euros au 30 juin 2013, en diminution de 137 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2012, principalement imputable à la baisse des provisions pour retraites et engagements assimilés (149 millions d'euros) conséquence d'un gain actuariel de 82 millions d'euros, essentiellement au Royaume-Uni et Canada d'une part et de 79 millions d'euros de prestations et contributions d'autre part.

Les créances d'exploitation, composées des comptes clients et comptes rattachés, atteignent 2 694 millions d'euros au 30 juin 2013, contre 2 959 millions d'euros au 30 juin 2012 et 2 538 millions d'euros au 31 décembre 2012. Les créances clients nettes des acomptes clients et produits constatés d'avance atteignent 1 993 millions d'euros au 30 juin 2013, contre 2 180 millions d'euros au 30 juin 2012 et 1 807 millions d'euros au 31 décembre 2012.

Les dettes opérationnelles sont principalement composées des dettes fournisseurs et comptes rattachés, des dettes de personnel ainsi que des impôts et taxes, et s'élèvent à 2 078 millions d'euros au 30 juin 2013, contre 2 213 millions d'euros au 30 juin 2012 et 2 335 millions d'euros au 31 décembre 2012.

La trésorerie nette consolidée au 30 juin 2013 est de 272 millions d'euros, contre 27 millions d'euros au 30 juin 2012 et 872 millions d'euros au 31 décembre 2012. La diminution sur le premier semestre de 600 millions d'euros s'explique essentiellement par :

- le versement aux actionnaires d'un dividende de 157 millions d'euros,
- un flux de trésorerie négatif généré par l'activité sur le premier semestre de 237 millions d'euros : la capacité d'autofinancement du premier semestre de 380 millions d'euros a été plus qu'absorbée par la diminution du besoin en fonds de roulement (549 millions d'euros) liée à la saisonnalité,
- le décaissement net lié aux opérations sur actions propres pour 70 millions d'euros,
- des décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations nettes de cessions pour 64 millions d'euros.

PARTIES LIEES

Aucune transaction significative avec des parties liées n'a eu lieu au cours du premier semestre 2013.

PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES POUR LE SECOND SEMESTRE 2013

La nature et le niveau des risques auxquels est soumis le Groupe n'ont pas changé par rapport aux facteurs de risques présentés aux pages 25 à 29 du document de référence 2012.

Parmi ceux-ci, l'évolution de la conjoncture économique, et notamment son impact sur les prix ainsi que la capacité du Groupe à recruter sont les principaux facteurs susceptibles d'influencer la marche des affaires au cours du second semestre.

PERSPECTIVES POUR L'EXERCICE 2013

La performance réalisée au premier semestre conforte les objectifs annuels du Groupe :

- l'objectif d'une croissance organique du chiffre d'affaires similaire à celle de 2012 est maintenu,
- le Groupe confirme sa prévision de progression de la marge opérationnelle d'au moins 30 points de base pour l'année 2013, soit 8,4% à comparer au 8,1% de l'exercice 2012 (après retraitement des comptes en application de la norme IAS19 révisée),
- l'objectif de génération de « free cash flow organique » cumulé sur 2012-2013 s'établit désormais à 800 millions d'euros hors contribution exceptionnelle aux fonds de pension, soit le haut de la fourchette annoncée précédemment.

COMPTES DE RÉSULTAT CONSOLIDÉS

	Notes	2012 *		1er semestre 2012 *		1er semestre 2013	
		Montant	%	Montant	%	Montant	%
<i>en millions d'euros</i>							
Chiffre d'affaires	3	10 264	100	5 150	100	5 033	100
Coûts des services rendus	4	(7 879)	(76,8)	(4 008)	(77,8)	(3 868)	(76,8)
Frais commerciaux	4	(794)	(7,7)	(403)	(7,8)	(410)	(8,2)
Frais généraux et administratifs	4	(762)	(7,4)	(389)	(7,6)	(388)	(7,7)
Marge opérationnelle **		829	8,1	350	6,8	367	7,3
Amortissements des actifs incorporels reconnus dans le cadre des regroupements d'entreprises		(37)	(0,4)	(19)	(0,4)	(15)	(0,3)
Marge opérationnelle après amortissements des actifs incorporels reconnus dans le cadre des regroupements d'entreprises **		792	7,7	331	6,4	352	7,0
Autres charges et produits opérationnels	5	(186)	(1,8)	(91)	(1,8)	(50)	(1,0)
Résultat d'exploitation		606	5,9	240	4,7	302	6,0
Coût de l'endettement financier net	6	(55)	(0,5)	(29)	(0,5)	(25)	(0,5)
Autres charges et produits financiers	6	(72)	(0,7)	(34)	(0,7)	(28)	(0,6)
Résultat financier		(127)	(1,2)	(63)	(1,2)	(53)	(1,1)
Charge d'impôt	7	(135)	(1,3)	(53)	(0,9)	(80)	(1,6)
Résultat des entreprises associées		(1)	-	(1)	-	-	-
Résultat net		343	3,3	123	2,4	169	3,4
dont :							
Part du Groupe		353	3,4	134	2,6	176	3,5
Intérêts minoritaires		(10)	(0,1)	(11)	(0,2)	(7)	(0,1)
RÉSULTAT PAR ACTION (en euros)							
Nombre moyen d'actions de la période			155 795 618		153 744 878		158 229 410
Résultat de base par action (en euros)	8		2,26		0,87		1,11
Nombre d'actions à la clôture			161 770 362		155 770 362		159 129 651
Résultat par action à la clôture (en euros)			2,18		0,86		1,10
Nombre moyen d'actions dilué			174 811 705		171 960 300		178 103 162
Résultat dilué par action (en euros)	8		2,15		0,85		1,05

* Les chiffres ont été ajustés des retraitements expliqués en Note 1 "Principes comptables" suite à l'application d'IAS 19 révisée,

** A compter du 1^{er} janvier 2013, la marge opérationnelle s'entend avant les amortissements des actifs incorporels reconnus dans le cadre des regroupements d'entreprises. Les périodes comparatives ont été retraitées pour refléter ce changement de présentation.

PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISÉS EN CAPITAUX PROPRES

<i>en millions d'euros</i>	2012 *	1er semestre 2012 *	1er semestre 2013
Ecart actuariel sur les régimes de retraites à prestations définies, nets d'impôts	(36)	(177)	70
Eléments qui ne seront pas reclassés en résultat	(36)	(177)	70
Réévaluation des instruments dérivés de couverture, nette d'impôts	12	(6)	(14)
Ecart de conversion	(44)	38	(40)
Eléments qui seront reclassés en résultat	(32)	32	(54)
Total des produits et charges comptabilisés en capitaux propres	(68)	(145)	16
Résultat net (rappel)	343	123	169
Si ces produits et charges comptabilisés en capitaux propres avaient été comptabilisés en résultat, le résultat net aurait été de :	275	(22)	185
Dont : Part du Groupe	290	(9)	195
Intérêts minoritaires	(15)	(13)	(10)

* Les chiffres ont été ajustés des retraitements expliqués en Note 1 "Principes comptables" suite à l'application d'IAS 19 révisée.

ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

<i>en millions d'euros</i>	Notes	30 juin 2012	31 décembre 2012	30 Juin 2013
Ecart d'acquisition		3 762	3 702	3 673
Immobilisations incorporelles		205	192	177
Immobilisations corporelles		555	542	512
Impôts différés		1 096	1 059	1 027
Autres actifs non courants		111	98	89
TOTAL ACTIF NON COURANT		5 729	5 593	5 478
Clients et comptes rattachés	10	2 959	2 538	2 694
Impôts courants		70	70	75
Autres créances courantes		400	351	399
Actifs de gestion de trésorerie	11	74	75	77
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11	1 310	2 023	1 425
TOTAL ACTIF COURANT		4 813	5 057	4 670
TOTAL ACTIF		10 542	10 650	10 148

<i>en millions d'euros</i>	Notes	30 juin 2012 *	31 décembre 2012 *	30 Juin 2013
Capital social		1 246	1 294	1 273
Primes d'émission et d'apport		2 875	2 976	2 900
Réserves et report à nouveau		(197)	(141)	93
Résultat de l'exercice		134	353	176
Capitaux propres (part du Groupe)		4 058	4 482	4 442
Intérêts minoritaires		39	36	37
CAPITAUX PROPRES		4 097	4 518	4 479
Dettes financières à long terme	11	1 133	1 131	569
Impôts différés		199	157	154
Provisions pour retraites et engagements assimilés	12	1 385	1 202	1 053
Provisions non courantes		19	16	23
Autres dettes non courantes		338	219	227
TOTAL PASSIF NON COURANT		3 074	2 725	2 026
Dettes financières à court terme et découverts bancaires	11	219	99	664
Dettes opérationnelles		2 213	2 335	2 078
Acomptes clients et produits constatés d'avance	10	664	624	595
Provisions courantes		49	48	54
Impôts courants		70	95	79
Autres dettes courantes		156	206	173
TOTAL PASSIF COURANT		3 371	3 407	3 643
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		10 542	10 650	10 148

* Les chiffres ont été ajustés des retraitements expliqués en Note 1 "Principes comptables" suite à l'application d'IAS 19 révisée.

TABLEAUX DE FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

<i>en millions d'euros</i>	<i>Notes</i>	2012 *	1er semestre 2012 *	1er semestre 2013
Résultat net, part du Groupe		353	134	176
Intérêts minoritaires		(10)	(11)	(7)
Dotations aux amortissements et dépréciation des immobilisations		228	114	106
Dotations aux provisions (nettes)		(17)	(5)	(11)
Moins-values / plus-values de cession d'actifs		(14)	2	1
Charge liée aux souscriptions d'actions, aux attributions d'actions et d'options de souscription d'actions		15	7	8
Coût de l'endettement financier (net)	6	55	29	25
Charge d'impôt	7	135	53	80
Pertes et gains latents liés aux variations de juste valeur et autres		32	16	2
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier (net) et impôt (A)		777	339	380
Impôt versé (B)		(120)	(84)	(68)
Variation liée aux créances clients et comptes rattachés, acomptes clients et produits constatés d'avance		96	(255)	(210)
Variation liée aux coûts capitalisés sur projets		9	3	-
Variation liée aux dettes fournisseurs		(26)	(12)	(41)
Variation liée aux autres créances et dettes		(27)	(178)	(298)
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité (C)		52	(442)	(549)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ (D=A+B+C)		709	(187)	(237)
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		(183)	(101)	(65)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		11	-	1
		(172)	(101)	(64)
Décaissements liés aux regroupements d'entreprises nets de leur trésorerie		(24)	(4)	(4)
Décaissements / encaissements liés aux cessions de sociétés et d'activités nets de leur trésorerie		(8)	1	-
Décaissements / encaissements (nets) liés aux dépôts et investissements à long terme		(1)	(1)	(1)
Décaissements liés aux actifs de gestion de trésorerie		(2)	-	(2)
Dividendes reçus des participations		1	-	-
		(34)	(4)	(7)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT (E)		(206)	(105)	(71)
Augmentations de capital		153	-	-
Augmentations de capital souscrites par les actionnaires minoritaires		49	50	20
Dividendes versés		(154)	(154)	(157)
Décaissements (nets) liés aux opérations sur actions propres		(24)	5	(70)
Augmentation des dettes financières	11	22	66	7
Remboursements des dettes financières	11	(685)	(570)	(30)
Intérêts financiers versés	6	(66)	(33)	(24)
Intérêts financiers reçus	6	25	12	12
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT (F)		(680)	(624)	(242)
VARIATION DE LA TRÉSORERIE (G=D+E+F)		(177)	(916)	(550)
Incidence des variations des cours des devises (H)		(31)	2	(45)
TRÉSORERIE D'OUVERTURE (I)	11	2 224	2 224	2 016
TRÉSORERIE DE CLÔTURE (G+H+I)	11	2 016	1 310	1 421

* Les chiffres ont été ajustés des retraitements expliqués en Note 1 " Principes comptables" suite à l'application d'IAS 19 révisée.

TABLEAUX DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

<i>en millions d'euros</i>	Nombre d'actions	Capital social	Primes d'émission et d'apport	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Total des produits et charges comptabilisés en capitaux propres		Capitaux propres (part du Groupe)	Intérêts minoritaires **	Total captaux propres
						Ecart de conversion	Autres			
Au 1^{er} janvier 2012 - Publié	155 770 362	1 246	2 875	(77)	912	(67)	(633)	4 256	27	4 283
Retraitements liés à l'application avec effet rétrospectif d'IAS 19 révisée, nets d'impôts					(33)		16	(17)		(17)
Au 1^{er} janvier 2012 *	155 770 362	1 246	2 875	(77)	879	(67)	(617)	4 239	27	4 266
Dividendes versés au titre de l'exercice 2011	-	-	-	-	(154)	-	-	(154)	-	(154)
Instruments de motivation et actionariat salarié	-	-	-	-	7	-	-	7	-	7
Ajustements sur droit de vente accordé aux actionnaires minoritaires et variation des pourcentages d'intérêts	-	-	-	-	(30)	-	-	(30)	25	(5)
Elimination d'actions propres	-	-	-	4	1	-	-	5	-	5
Transactions avec les actionnaires	-	-	-	4	(176)	-	-	(172)	25	(147)
Produits et charges comptabilisés en capitaux propres *	-	-	-	-	-	40	(183)	(143)	(2)	(145)
Résultat net *	-	-	-	-	134	-	-	134	(11)	123
Au 30 juin 2012 *	155 770 362	1 246	2 875	(73)	837	(27)	(800)	4 058	39	4 097
Dividendes versés au titre de l'exercice 2011	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de motivation et actionariat salarié	6 000 000	48	101	12	-	-	-	161	-	161
Ajustements sur droit de vente accordé aux actionnaires minoritaires et variation des pourcentages d'intérêts	-	-	-	-	(7)	-	-	(7)	-	(7)
Elimination d'actions propres	-	-	-	(31)	2	-	-	(29)	-	(29)
Transactions avec les actionnaires	6 000 000	48	101	(19)	(5)	-	-	125	(1)	124
Produits et charges comptabilisés en capitaux propres *	-	-	-	-	-	(79)	159	80	(3)	77
Résultat net *	-	-	-	-	219	-	-	219	1	220
Au 31 décembre 2012 *	161 770 362	1 294	2 976	(92)	1 052	(106)	(642)	4 482	36	4 518
Dividendes versés au titre de l'exercice 2012 y compris contribution de 3%	-	-	-	-	(162)	-	-	(162)	-	(162)
Instruments de motivation et actionariat salarié	285 000	2	-	-	8	-	-	10	-	10
Ajustements sur droit de vente accordé aux actionnaires minoritaires et variation des pourcentages d'intérêts	-	-	-	-	(13)	-	-	(13)	11	(2)
Elimination d'actions propres	-	-	-	(70)	-	-	-	(70)	-	(70)
Réduction de capital par annulation d'actions propres	(2 925 711)	(23)	(77)	100	-	-	-	-	-	-
Transactions avec les actionnaires	(2 640 711)	(21)	(77)	30	(167)	-	-	(235)	11	(224)
Produits et charges comptabilisés en capitaux propres	-	-	-	-	-	(37)	56	19	(3)	16
Résultat net	-	-	-	-	176	-	-	176	(7)	169
Au 30 juin 2013	159 129 651	1 273	2 899	(62)	1 061	(143)	(586)	4 442	37	4 479

* Les chiffres ont été ajustés des retraitements expliqués en Note 1 "Principes comptables" suite à l'application d'IAS 19 révisée,

** Intérêts minoritaires de la société CPM Braxis acquise le 6 octobre 2010.

NOTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2013

Note 1 – Principes comptables

Les comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2013, ainsi que les notes afférentes, ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration et arrêtés lors de sa réunion du 24 juillet 2013.

BASE DE PREPARATION DES COMPTES

REFERENTIEL IFRS

Les comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2013 sont établis conformément aux normes comptables internationales IFRS (*International Financial Reporting Standards*) édictées par l'IASB (*International Accounting Standards Board*) et adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2013 (publication au Journal Officiel de l'Union Européenne).

Par ailleurs, le Groupe tient compte des positions adoptées par le Syntec Informatique – organisation représentant les principales sociétés de conseil et de services informatiques en France – sur les modalités d'application de certaines normes IFRS.

Les comptes consolidés semestriels résumés du premier semestre 2013 ont été préparés conformément aux dispositions de la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ces comptes comprennent, à titre comparatif, le compte de résultat consolidé du premier semestre 2012 et de l'exercice 2012, les produits et charges comptabilisés en capitaux propres du premier semestre 2012 et de l'exercice 2012, l'état consolidé de la situation financière au 30 juin 2012 et au 31 décembre 2012, ainsi que le tableau de flux de trésorerie consolidé du premier semestre 2012 et de l'exercice 2012. Ces comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2013 doivent être lus conjointement avec les comptes consolidés 2012. Enfin, ces derniers ont fait l'objet de retraitements décrits ci-après dans les paragraphes « changements de méthodes comptables » et « changements de présentation ».

NOUVELLES NORMES ET INTERPRETATIONS APPLICABLES EN 2013

Les principes comptables appliqués par le Groupe Capgemini sont identiques à ceux appliqués dans les comptes consolidés au 31 décembre 2012, à l'exception des changements de méthodes comptables ci-après.

Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation les normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB mais non encore approuvés par l'UE au 30 juin 2013 ni encore entrés en vigueur au 1^{er} janvier 2013.

CHANGEMENTS DE NORMES COMPTABLES

Capgemini a appliqué, à compter du 1^{er} janvier 2013, les nouvelles normes et amendements suivants :

Norme IAS 1 révisée « Présentation des états financiers » : Suite aux amendements d'IAS 1, le Groupe a modifié la présentation des produits et charges comptabilisés en capitaux propres pour présenter séparément les éléments qui seront reclassés en résultat et ceux qui ne le seront pas. Les informations comparatives ont été présentées conformément aux amendements de la norme IAS 1 révisée.

Norme IAS 19 révisée « Avantages au personnel » : Les amendements de la norme IAS 19 ont eu comme effet, pour le Groupe, d'évaluer le rendement attendu des actifs sur la base du taux d'actualisation utilisé pour évaluer la dette. Par ailleurs, le coût des services passés est dorénavant comptabilisé en résultat lors des modifications des caractéristiques du plan et/ou de l'arrivée de nouveaux entrants. La norme IAS 19 révisée est appliquée de façon rétrospective, toutes les périodes comparatives étant ajustées.

Les tableaux ci-après présentent l'incidence du changement de méthode, avec application rétrospective au 31 décembre 2011, sur le compte de résultat consolidé, les produits et charges comptabilisés en capitaux propres et les états consolidés de la situation financière :

Compte de résultat consolidé

<i>en millions d'euros</i>	1er semestre 2012			2012		
	Publié	Impact IAS 19 R	Retraité	Publié	Impact IAS 19 R	Retraité
Chiffre d'affaires	5 150	-	5 150	10 264	-	10 264
Charges opérationnelles	(4 822)	3	(4 819)	(9 477)	5	(9 472)
Résultat d'exploitation	237	3	240	601	5	606
Résultat financier	(49)	(14)	(63)	(100)	(27)	(127)
Charge d'impôt	(55)	2	(53)	(140)	5	(135)
Résultat des entreprises associées	(1)	-	(1)	(1)	-	(1)
Résultat net	132	(9)	123	360	(17)	343
dont :						
Part du Groupe	143	(9)	134	370	(17)	353
Intérêts minoritaires	(11)	-	(11)	(10)	-	(10)
RÉSULTAT PAR ACTION (en euros)						
Résultat de base par action	0,92		0,87	2,37		2,26
Résultat dilué par action	0,90		0,85	2,25		2,15

Le retraitement sur le compte de résultat consolidé correspond principalement à l'annulation de l'amortissement des coûts des services passés et à l'évaluation du rendement attendu des actifs avec le taux d'actualisation utilisé pour évaluer la dette.

Produits et charges comptabilisés en capitaux propres

<i>en millions d'euros</i>	1er semestre 2012			2012		
	Publié	Impact IAS 19 R	Retraité	Publié	Impact IAS 19 R	Retraité
Eléments qui ne seront pas reclassés en résultat	(189)	12	(177)	(59)	23	(36)
Eléments qui seront reclassés en résultat	32	-	32	(32)	-	(32)
Total des produits et charges comptabilisés en capitaux propres	(157)	12	(145)	(91)	23	(68)
Résultat net (rappel)	132	(9)	123	360	(17)	343

Etats consolidés de la situation financière

<i>en millions d'euros</i>	31 décembre 2011			30 juin 2012			31 décembre 2012		
	Publié	Impact IAS 19 R	Retraité	Publié	Impact IAS 19 R	Retraité	Publié	Impact IAS 19 R	Retraité
Capitaux propres (part du Groupe)	4 256	(17)	4 239	4 072	(14)	4 058	4 493	(11)	4 482
Intérêts minoritaires	27	-	27	39	-	39	36	-	36
CAPITAUX PROPRES	4 283	(17)	4 266	4 111	(14)	4 097	4 529	(11)	4 518
TOTAL PASSIF NON COURANT	2 754	17	2 771	3 059	14	3 073	2 714	11	2 725
TOTAL PASSIF COURANT	3 977	-	3 977	3 372	-	3 372	3 407	-	3 407
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	11 014	-	11 014	10 542	-	10 542	10 650	-	10 650

Le retraitement sur les états consolidés de la situation financière correspond à la comptabilisation des coûts des services passés nets en capitaux propres qui étaient auparavant enregistrés au bilan et amortis sur la durée du plan.

IFRS 13 « Evaluation de la juste valeur » : L'application de la norme IFRS 13 au 1^{er} janvier 2013 n'a pas eu d'incidence sur les comptes consolidés. Il est à noter que la juste valeur des instruments financiers au 30 juin 2013 intègre notamment la valorisation du risque de crédit.

CHANGEMENTS DE PRESENTATION DECIDES PAR LE GROUPE

A compter du 1^{er} janvier 2013, l'agrégat de marge opérationnelle exclut les amortissements des actifs incorporels reconnus dans le cadre des regroupements d'entreprises qui n'entrent plus dans la définition de cet indicateur de performance de l'activité du Groupe. Ce changement permet notamment d'aligner cet indicateur de performance avec les principales pratiques du secteur. Ainsi, la marge opérationnelle après amortissements des actifs incorporels reconnus dans le cadre des regroupements d'entreprises correspond à la marge opérationnelle telle que publiée en 2012 et précédemment.

Au 30 juin 2013, la présentation de l'information sectorielle tient compte des changements de présentation suivants :

- L'Amérique Latine comprise jusqu'à présent dans la zone « Europe du Sud et Amérique Latine » est dorénavant comprise dans la zone « Asie Pacifique et Amérique Latine »,
- La marge opérationnelle réalisée dans les principaux centres de production offshore (Inde et Pologne) a été réallouée aux zones géographiques en charge des contrats afin de permettre une meilleure appréciation de la performance de ces zones (cf. Note 14 – Information sectorielle).

Les informations comparatives du premier semestre 2012 et de l'exercice 2012 ont été aussi retraitées pour refléter la nouvelle présentation.

NOTE 2 – EVOLUTION DU PERIMETRE

ACQUISITIONS / CESSIONS DU PREMIER SEMESTRE 2013

Il n'y a pas eu d'acquisition significative lors du 1^{er} semestre 2013.

NOTE 3 – CHIFFRE D'AFFAIRES

<i>en millions d'euros</i>	2012		1er semestre 2012		1er semestre 2013	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Amérique du Nord	2 101	20	1 041	20	1 031	20
France	2 181	21	1 116	22	1 092	22
Royaume-Uni et Irlande	2 104	21	1 069	21	1 010	20
Benelux	1 118	11	576	11	541	11
Europe du Sud ⁽¹⁾	500	5	256	6	253	5
Pays nordiques	714	7	363	7	365	8
Allemagne et Europe Centrale	658	6	332	6	324	6
Asie Pacifique et Amérique Latine ⁽¹⁾	888	9	397	7	417	8
Chiffre d'affaires	10 264	100	5 150	100	5 033	100

⁽¹⁾ Depuis le 1^{er} janvier 2013 la région Amérique Latine antérieurement comprise dans la zone "Europe du Sud et Amérique Latine" est dorénavant comprise dans la zone "Asie Pacifique et Amérique Latine" (cf. Note 14 "Information sectorielle").

L'évolution du chiffre d'affaires du premier semestre 2013 par rapport à celui du premier semestre 2012 est de -2,3% à taux de change et périmètre courants et de -1,1% à taux de change et périmètre constants.

NOTE 4 – CHARGES OPERATIONNELLES PAR NATURE

<i>en millions d'euros</i>	2012 *		1er semestre 2012 *		1er semestre 2013	
	Montant	% du chiffre d'affaires	Montant	% du chiffre d'affaires	Montant	% du chiffre d'affaires
Charges de personnel	6 183	60,2	3 170	61,6	3 132	62,2
Frais de déplacements	423	4,1	208	4,0	211	4,2
	6 606	64,3	3 378	65,6	3 343	66,4
Achats et frais de sous-traitance	2 227	21,7	1 129	21,9	1 023	20,3
Loyers et taxes locales	338	3,3	162	3,2	170	3,4
Autres dotations aux amortissements, provisions et résultat de cessions d'immobilisations	264	2,6	131	2,5	130	2,6
Total	9 435	91,9	4 800	93,2	4 666	92,7

* Les chiffres ont été ajustés des retraitements expliqués en Note 1 " Principes comptables" suite à l'application d'IAS 19 révisée.

NOTE 5 – AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

<i>en millions d'euros</i>	2012	1er semestre 2012	1er semestre 2013
Coûts de restructuration	(168)	(75)	(31)
<i>Dont réduction des effectifs</i>	(151)	(69)	(19)
<i>Dont rationalisation des actifs immobiliers</i>	(14)	(5)	(11)
<i>Dont "rightshoring"</i>	(3)	(1)	(1)
Coûts d'intégration des sociétés acquises	(9)	(4)	-
Coûts liés aux acquisitions	(2)	(1)	(1)
Charges liées aux souscriptions d'actions, aux attributions d'actions et d'options de souscription d'actions	(18)	(7)	(10)
Autres charges opérationnelles	(11)	(4)	(8)
Total charges opérationnelles	(208)	(91)	(50)
Autres produits opérationnels	22	-	-
Total produits opérationnels	22	-	-
Autres produits et charges opérationnels	(186)	(91)	(50)

Coûts de restructuration

Les coûts de restructuration du premier semestre 2013 concernent principalement les mesures de réduction d'effectifs et de rationalisation des actifs immobiliers, notamment aux Pays-Bas, en France et en Espagne.

NOTE 6 – RESULTAT FINANCIER

<i>en millions d'euros</i>	<i>Note</i>	2012 *	1er semestre 2012 *	1er semestre 2013
Produits de trésorerie, d'équivalents de trésorerie et des actifs de gestion de trésorerie		25	12	12
Charges d'intérêt sur les dettes financières		(62)	(32)	(28)
Coût net de l'endettement financier au taux d'intérêt nominal		(37)	(20)	(16)
Effet du coût amorti sur les dettes financières		(18)	(9)	(9)
Coût net de l'endettement financier au taux d'intérêt effectif		(55)	(29)	(25)
Charges d'intérêt nette sur régimes de retraites à prestations définies	12	(53)	(28)	(24)
Pertes (gains) de change sur opérations financières		(8)	1	2
Instruments dérivés sur risques de change sur opérations financières		6	(2)	(2)
Autres		(17)	(5)	(4)
Autres produits et charges financiers		(72)	(34)	(28)
<i>Dont produits financiers</i>		42	30	14
<i>Dont charges financières</i>		(114)	(64)	(42)
Résultat financier		(127)	(63)	(53)

* Les chiffres ont été ajustés des retraitements expliqués en Note 1 " Principes comptables " suite à l'application d'IAS 19 révisée.

Le coût net de l'endettement financier comprend :

- les produits de trésorerie, d'équivalents de trésorerie et des actifs de gestion de trésorerie pour 12 millions d'euros,
- les coupons de l'emprunt Obligataire Convertible ou Echangeable en Actions Nouvelles ou Existantes (OCEANE) 2009 pour 10 millions d'euros (stables par rapport au premier semestre 2012), auxquels s'ajoutent 8,5 millions d'euros d'effet lié à la comptabilisation au coût amorti (8 millions d'euros au premier semestre 2012),
- les coupons de l'emprunt obligataire 2011 pour 13 millions d'euros (13 millions au premier semestre 2012), auxquels s'ajoute 0,5 million d'euros d'effet lié à la comptabilisation au coût amorti,
- les charges financières liées aux contrats de location-financement pour 4 millions d'euros principalement au Royaume-Uni, au Brésil, aux Etats-Unis et en France (4 millions d'euros au premier semestre 2012),
- les charges d'intérêt pour 1 million d'euros (4 millions au premier semestre 2012). Cette évolution par rapport au premier semestre 2012 est due à la diminution des charges d'intérêt liée aux dettes financières notamment au Brésil.

Dans les autres produits et charges financiers, les instruments dérivés sur risques de change liés à des opérations financières concernent principalement les variations de juste valeur de swaps de change en couverture de prêts intra-groupe consentis par Capgemini UK Plc. à la société mère et d'un prêt intra-groupe consenti par la société mère à Capgemini North America Inc.

NOTE 7 – CHARGE D'IMPOT

<i>en millions d'euros</i>	2012 *	1er semestre 2012 *	1er semestre 2013
Impôts courants	(153)	(56)	(69)
Impôts différés	18	3	(11)
Charge d'impôt	(135)	(53)	(80)

* Les chiffres ont été ajustés des retraitements expliqués en Note 1 " Principes comptables " suite à l'application d'IAS 19 révisée.

NOTE 8 – RESULTAT PAR ACTION

Résultat de base par action

Le résultat de base par action de 1,11 euro est calculé selon les mêmes modalités qu'aux 30 juin 2012 et 31 décembre 2012.

RESULTAT DILUE PAR ACTION

Le résultat dilué par action de 1,05 euro tient compte des instruments dilutifs en circulation à la clôture de la période. Le cours moyen de l'action sur le premier semestre 2013 a été de 36,64 euros.

Au 30 juin 2013, les instruments dilutifs inclus dans le calcul du résultat dilué par action comprennent :

- 2 961 787 actions qui font partie des plans d'attribution d'actions de performance 2010, 2012 et 2013,
- les obligations convertibles émises le 20 avril 2009 (OCEANE 2009), soit 16 911 765 obligations.

NOTE 9 – ECARTS D'ACQUISITION

La diminution des écarts d'acquisition sur la période pour un montant total de 29 millions d'euros provient principalement des différences de conversion relatives aux écarts d'acquisition libellés en devises étrangères.

Note 10 – Clients et comptes rattachés

<i>en millions d'euros</i>	30 Juin 2012	31 décembre 2012	30 Juin 2013
Clients	1 665	1 543	1 562
Provisions pour créances douteuses	(11)	(12)	(11)
Factures à émettre	1 190	900	1 037
Clients et comptes rattachés hors coûts capitalisés sur projets	2 844	2 431	2 588
Coûts capitalisés sur projets	115	107	106
Clients et comptes rattachés	2 959	2 538	2 694

Le total des créances clients et factures à émettre, nettes des acomptes clients et produits constatés d'avance, en nombre de jours de chiffre d'affaires de la période, s'analyse comme suit :

<i>en millions d'euros</i>	30 Juin 2012	31 décembre 2012	30 Juin 2013
Clients et comptes rattachés hors coûts capitalisés sur projets	2 844	2 431	2 588
Acomptes clients et produits constatés d'avance	(664)	(624)	(595)
Créances clients nettes des acomptes clients et produits constatés d'avance	2 180	1 807	1 993
En nombre de jours de chiffre d'affaires de la période	76	63	71

NOTE 11 – TRESORERIE NETTE

<i>en millions d'euros</i>	30 Juin 2012	31 décembre 2012	30 Juin 2013
Actifs de gestion de trésorerie	74	75	77
Placements à court terme	984	1 610	1 062
Banques	326	413	363
Instruments dérivés actifs (passifs) sur éléments de trésorerie	3	(1)	-
Découverts bancaires (passif)	(3)	(6)	(4)
Trésorerie	1 310	2 016	1 421
Emprunts obligataires	(1 044)	(1 053)	(497)
Dettes liées aux contrats de location-financement	(86)	(76)	(70)
Dettes bancaires ou assimilées	(2)	(2)	(2)
Autres dettes financières	(1)	-	-
Dettes financières à long terme	(1 133)	(1 131)	(569)
Emprunts obligataires	(25)	(22)	(591)
Dettes liées aux contrats de location-financement	(46)	(54)	(47)
Dettes bancaires ou assimilées	(142)	(15)	(22)
Autres dettes financières	(3)	(2)	-
Dettes financières à court terme	(216)	(93)	(660)
Dettes financières	(1 349)	(1 224)	(1 229)
Instruments dérivés sur dettes financières	(8)	5	3
Trésorerie nette	27	872	272

L'évolution des dettes financières à long et court terme provient principalement du reclassement à court terme de l'emprunt Obligataire Convertible ou Echangeable en Actions Nouvelles ou Existantes – OCEANE 2009 qui arrive à échéance le 1^{er} janvier 2014.

Au cours du premier semestre 2013, la diminution de la trésorerie nette par rapport au 31 décembre 2012 s'explique principalement par :

- le versement aux actionnaires d'un dividende de 157 millions d'euros,
- un flux de trésorerie négatif généré par l'activité sur le premier semestre de 237 millions d'euros : la capacité d'autofinancement du premier semestre de 380 millions d'euros a été plus qu'absorbée par la diminution du besoin en fonds de roulement (549 millions d'euros) liée à la saisonnalité,
- le décaissement net lié aux opérations sur actions propres pour 70 millions d'euros,
- des décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations nettes de cessions pour 64 millions d'euros.

NOTE 12 – PROVISIONS POUR RETRAITES ET ENGAGEMENTS ASSIMILES

<i>en millions d'euros</i>	2012 *	1er semestre 2012 *	1er semestre 2013
Engagements nets en début de période	1 125	1 125	1 202
Ecart de conversion	19	35	(44)
Coûts des services rendus	53	28	30
Charge financière nette	53	28	24
Prestations et contributions	(126)	(63)	(79)
Variation des écarts actuariels reconnus en capitaux propres	84	235	(82)
Autres mouvements	(6)	(3)	2
Engagements nets en fin de période	1 202	1 385	1 053

* Les chiffres ont été ajustés des retraitements expliqués en Note 1 " Principes comptables " suite à l'application d'IAS 19 révisée.

La variation des engagements nets au premier semestre 2013 correspond essentiellement à un gain actuariel net de 82 millions d'euros du fait de l'augmentation des taux d'actualisation entre le 31 décembre 2012 et le 30 juin 2013 et à 79 millions d'euros de prestations et contributions, principalement au Royaume-Uni (36 millions d'euros) et au Canada (29 millions d'euros).

En juillet 2013, le Groupe a procédé à un financement accéléré du déficit d'un plan de pension au Royaume-Uni qui au titre de 2013 représente une contribution exceptionnelle de 235 millions d'euros.

Note 13 – Autres dettes non courantes / Autres dettes courantes

Au 30 juin 2013, les autres dettes non courantes et courantes comprennent notamment 240 millions d'euros au titre des dettes sur acquisitions de sociétés (dont 135 millions d'euros en « autres dettes non courantes » et 105 millions d'euros en « autres dettes courantes »).

Note 14 – Information sectorielle

L'information sectorielle est communiquée selon les zones géographiques définies ci-dessous (section « Information par zone géographique ») et complétée par des informations relatives au chiffre d'affaires et à la marge opérationnelle des 4 métiers du Groupe (section « Information par métier »).

Il est rappelé qu'au 30 juin 2013, la présentation de l'information sectorielle tient compte des changements de présentation suivants :

- L'Amérique Latine comprise jusqu'à présent dans la zone « Europe du Sud et Amérique Latine » est dorénavant comprise dans la zone « Asie Pacifique et Amérique Latine »,
- La marge opérationnelle réalisée dans les principaux centres de production offshore (Inde et Pologne) a été réallouée aux zones géographiques en charge des contrats afin de permettre une meilleure appréciation de la performance de ces zones.

Les informations comparatives du premier semestre 2012 et de l'exercice 2012 ont été aussi retraitées pour refléter la nouvelle présentation.

INFORMATION PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

Zones géographiques	Pays
Amérique du Nord	Canada, Etats-Unis
France	France, Maroc
Royaume-Uni et Irlande	Irlande, Royaume-Uni
Benelux	Belgique, Luxembourg, Pays-Bas
Europe du Sud	Espagne, Italie, Portugal
Pays nordiques	Danemark, Finlande, Norvège, Suède
Allemagne et Europe Centrale	Allemagne, Autriche, Hongrie, Pologne, République Tchèque, Roumanie, Slovaquie, Suisse
Asie Pacifique et Amérique Latine	Argentine, Australie, Brésil, Chili, Chine, Colombie, Emirats Arabes Unis, Guatemala, Inde, Japon, Malaisie, Mexique, Philippines, Singapour, Vietnam

Compte de résultat de l'exercice 2012

<i>en millions d'euros</i>	Amérique du Nord	France	Royaume-Uni et Irlande	Benelux	Europe du Sud	Pays nordiques	Allemagne et Europe Centrale	Asie Pacifique et Amérique Latine	Non alloué ⁽¹⁾	Élimination	Total	
CHIFFRE D'AFFAIRES												
- hors Groupe	2 101	2 181	2 104	1 118	500	714	658	888	-	-	10 264	
- inter-zones géographiques	82	179	121	53	19	22	138	676	-	(1 290)	-	
CHIFFRE D'AFFAIRES TOTAL	2 183	2 360	2 225	1 171	519	736	796	1 564	-	(1 290)	10 264	
Marge opérationnelle**	249	191	181	88	20	59	56	46	(61)	-	829	
<i>% du chiffre d'affaires</i>	11,8	8,8	8,6	7,9	4,0	8,3	8,4	5,2	-	-	8,1	
Pour mémoire												
Marge opérationnelle publiée*	195	182	160	84	20	54	60	135	(61)	-	829	
Amortissements des actifs incorporels acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises	(9)	(11)	-	(4)	(2)	(2)	(2)	(7)	-	-	(37)	
Marge opérationnelle après amortissements des actifs incorporels reconnus dans le cadre des regroupements d'entreprises**	240	180	181	84	18	57	54	39	(61)	-	792	
<i>% du chiffre d'affaires</i>	11,4	8,3	8,6	7,5	3,6	8,0	8,2	4,4	-	-	7,7	
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	232	138	162	20	3	54	41	17	(61)	-	606	
											Coût de l'endettement financier (net)	(55)
											Autres produits et charges financiers	(72)
											Charge d'impôt	(135)
											Résultat des entreprises associées	(1)
											RÉSULTAT NET	343
											Intérêts minoritaires	10
											PART DU GROUPE	353

⁽¹⁾ Les éléments non alloués correspondent aux frais de siège,

* Ajustée des retraitements suite à l'application d'IAS 19 révisée,

** A compter du 1er janvier 2013, la marge opérationnelle s'entend avant les amortissements des actifs incorporels reconnus dans le cadre des regroupements d'entreprises. Les périodes comparatives ont été retraitées pour refléter ce changement de présentation.

INFORMATION PAR METIER

Chiffre d'affaires par métier

<i>en millions d'euros</i>	2012		1er semestre 2012		1er semestre 2013	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Conseil	500	5	265	5	237	5
Intégration de systèmes	4 147	40	2 078	41	2 053	41
Services informatiques de proximité	1 528	15	784	15	755	15
Infogérance	4 089	40	2 023	39	1 988	39
Chiffre d'affaires	10 264	100	5 150	100	5 033	100

Marge opérationnelle par métier

en millions d'euros	2012 *		1er semestre 2012 *		1er semestre 2013	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Conseil	56	11,2	29	10,8	18	7,7
Intégration de systèmes	341	8,2	147	7,0	147	7,2
Services informatiques de proximité	164	10,7	75	9,6	69	9,1
Infogérance	329	8,0	129	6,4	166	8,3
Non alloué	(61)	-	(30)	-	(33)	-
Marge opérationnelle **	829	8,1	350	6,8	367	7,3

* Ajustée des retraitements suite à l'application d'IAS 19 révisée,

** A compter du 1er janvier 2013, la marge opérationnelle s'entend avant les amortissements des actifs incorporels reconnus dans le cadre des regroupements d'entreprises. Les périodes comparatives ont été retraitées pour refléter ce changement de présentation.

Note 15 – Effectifs

EFFECTIFS MOYENS PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

	2012		1er semestre 2012		1er semestre 2013	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
Amérique du Nord	9 680	8	9 658	8	9 627	8
France	21 503	18	21 521	18	21 625	17
Royaume-Uni et Irlande	8 988	7	9 005	7	9 081	7
Benelux	9 815	8	10 105	8	9 044	7
Europe du Sud ⁽¹⁾	7 282	6	7 291	6	7 316	6
Pays nordiques	4 523	4	4 538	4	4 433	4
Allemagne et Europe Centrale	9 278	8	9 137	8	9 752	7
Asie Pacifique et Amérique Latine ⁽¹⁾	50 594	41	49 139	41	55 318	44
Non alloué	166	-	166	-	160	-
Effectifs moyens	121 829	100	120 560	100	126 356	100

⁽¹⁾ Depuis le 1er janvier 2013, la région Amérique Latine antérieurement comprise dans la zone "Europe du Sud et Amérique Latine" est dorénavant comprise dans la zone "Asie Pacifique et Amérique Latine" (cf. Note 14 "Information sectorielle").

EFFECTIFS DE FIN DE PERIODE PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

	30 juin 2012		31 décembre 2012		30 juin 2013	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
Amérique du Nord	9 786	8	9 608	8	9 651	8
France	21 362	18	21 574	17	21 580	17
Royaume-Uni et Irlande	8 985	7	8 964	7	9 114	7
Benelux	9 832	8	9 186	7	8 925	7
Europe du Sud ⁽¹⁾	7 201	6	7 336	6	7 184	6
Pays nordiques	4 518	4	4 504	4	4 396	3
Allemagne et Europe Centrale	9 295	8	9 581	8	9 840	8
Asie Pacifique et Amérique Latine ⁽¹⁾	49 880	41	54 193	43	57 122	44
Non alloué	167	-	164	-	156	-
Effectifs de la période	121 026	100	125 110	100	127 968	100

⁽¹⁾ Depuis le 1er janvier 2013, la région Amérique Latine antérieurement comprise dans la zone "Europe du Sud et Amérique Latine" est dorénavant comprise dans la zone "Asie Pacifique et Amérique Latine" (cf. Note 14 "Information sectorielle").

Note 16 – Engagements hors bilan

ENGAGEMENTS DONNES

<i>en millions d'euros</i>	30 Juin 2012	31 Décembre 2012	30 Juin 2013
Sur contrats clients	997	1 099	1 122
Sur locations non résiliables	823	870	802
Autres	104	110	99
Engagements donnés	1 924	2 079	2 023

ENGAGEMENTS REÇUS

<i>en millions d'euros</i>	30 Juin 2012	31 Décembre 2012	30 Juin 2013
Sur contrats clients	68	63	63
Autres	16	19	33
Engagements reçus	84	82	96

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant en page 5 et suivantes présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Paul Hermelin

Président Directeur Général